



La mondialisation et la politique néolibérale. Y a-t-il des alternatives au pillage de la terre, à faire la guerre et à détruire la planète?

Par [Prof. Claudia von Werlhof](#)

Mondialisation.ca, 26 avril 2017

1 février 2008

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Cet article par l'auteure et scientifique politique, la Professeure Claudia von Werlhof, professeure en Etudes femmes et en Science politique à l'Université d'Innsbruck en Autriche, a [d'abord été publié en anglais](#) par le Centre de recherche sur la Mondialisation en 2008.

Y a-t-il des alternatives au pillage de la terre, à faire la guerre et à détruire la planète ?

Ce texte est basé sur une présentation d'un panel avec Ferdinand Lacina, ancien Ministre des finances autrichien et Ewald Nowotny, Président de la BAWAG-Bank pendant le conférence "Dallinger Conference", AK Vienne, Novembre 21, 2005.

Le titre original en allemand : « : "Alternativen zur neoliberalen Globalisierung, oder: Die Globalisierung des Neoliberalismus und seine Folgen, Wien, Picus 2007. (*Traduction de l'allemand par Gabriel Kuhn*)

Introduction

Y a-t-il une alternative au pillage de la terre ?

Y a-t-il une alternative à faire la guerre ?

Y a-t-il une alternative à détruire la planète ?

Personne ne pose ces questions parce qu'elles semblent absurdes. Pourtant, personne ne peut y échapper non plus. On doit les poser. L'absurdité ultime a saisi nos vies. Nous sommes non seulement entraînés vers une annihilation de monde - nous y sommes entraînés à une vitesse croissante. La raison en est « la mondialisation » du « néolibéralisme ». Sa devise est TINA: "There Is No Alternative!" (*Il n'y a pas d'alternative*). C'est l'affaire des affaires, une grande fête, la bataille finale - Armageddon.

Faux ? Exagéré ?

Commençons par clarifier ce que sont la mondialisation et le néo-libéralisme, d'où ils viennent, qui les dirige, ce qu'ils prétendent, ce qu'ils font, pourquoi leurs effets sont si fatals, pourquoi ils échoueront, et pourquoi néanmoins des gens s'y accrochent. Ensuite

nous examinerons les réponses de ceux qui ne sont pas – ou ne seront pas – capables de vivre avec les conséquences qu'ils provoquent.

1. Qu'est la « mondialisation néo-libérale » ?

1.1 TINA - Supposé sans alternative

Avant de parler du sujet de ce panel – les alternatives à la mondialisation néolibérale ou : la mondialisation du néo-libéralisme – on doit reconnaître qu'il y a en effet un problème ici. Et pas seulement cela. On doit aussi définir quel est exactement le problème.

C'est ici que les difficultés commencent. Pour une bonne vingtaine d'années maintenant, on nous a dit qu'il n'y avait pas d'alternatives à la globalisation néolibérale/ la mondialisation du néo-libéralisme, et qu'en fait, qu'on n'avait besoin d'aucune alternative. Encore et encore, nous avons été confronté au concept TINA : « Il n'y a pas d'alternative ! » La « Dame de fer », Margaret Thatcher, a été une de ceux qui ont réitéré sans fin cette croyance – c'est un embarras pour les femmes quand l'une d'entre elles affiche une politique d'une telle insensibilité, une fois qu'elle arrive au pouvoir.

Le concept TINA interdit toute pensée. Il suit la logique qu'il n'y a aucune de raison d'analyser et de discuter le néo-libéralisme et la dite globalisation parce qu'ils sont inévitables. Que nous cautionnons ce qui se passe ou non n'a pas d'importance, cela a lieu de toute façon. Il n'y a pas de raison d'essayer de comprendre. Donc: Adhérez-y ! Tuer ou soyez tué !

Certains vont aussi loin jusqu'à suggérer que le néo-libéralisme et sa mondialisation – signifiant un système économique spécifique qui s'est développé dans des circonstances socio-historiques – n'est rien de moins qu'une loi de la nature. A son tour, « la nature humaine » est soi-disant reflétée par le caractère des sujets économiques du système : égoïste, impitoyable, avide et froid. Ceci, nous dit-on, fonctionne au bénéfice de tous.

La question reste, bien sûr, pourquoi « la main invisible » d'Adam Smith (qui soi-disant guide le processus économique vers le bien commun, même si cela reste imperceptible pour l'individu, Binswanger 1998) est devenu « un poing visible » ? Alors qu'une minuscule minorité ramasse d'énormes bénéfices dans le libéralisme économique d'aujourd'hui (dont rien ne restera bien sûr), la vaste majorité de la population de la terre, oui, la terre elle-même, souffrent d'épreuves dans une mesure qui met leur survie même en danger. Le dommage accompli semble irréversible.

Toutes les émissions du monde – spécialement les stations TV – évitent de traiter du problème. Une excuse commune est qu'il ne peut pas être expliqué (Mies/Werlhof 2003, p. 23ff, 36ff). La véritable raison est bien sûr, le contrôle des médias par les entreprises. Le néo-libéralisme signifie la politique entrepreneuriale.

Malheureusement, ceci échappe encore au public. Dans le plus grand nombre de pays occidentaux – comme, par exemple, en Autriche – « le néo-libéralisme » n'est même pas généralement accepté comme un terme, et même « la mondialisation » lutte pour trouver une reconnaissance (Salmutter 1998, Dimmel/Schmee 2005). Dans l'exemple autrichien, règne un curieux provincialisme qui prétend que le pays a été en quelque sorte exclu de tout ce qui se passe autour de lui. Si quelqu'un écoutait l'ancien chancelier Schüssel, cela résonnait comme si l'Autriche ne connaissait pas le moindre problème. La logique semble

être que s'il n'y a pas de terme, il n'y a pas de problème non plus. Innommable, indicible, impensable : n'existant pas. Heureuse Autriche.

Bien que la décision de l'Autriche de rejoindre l'Union européenne en 1995, apportait les mêmes conséquences que le néo-libéralisme apporte partout, les connexions restent ignorées. Ceci, malgré que fait que l'Union européenne est - à côté, et en partie même devant les US - la force dirigeant principale derrière le néo-libéralisme et sa mondialisation. Mais empruntons un pas à la fois...

1.2 Que signifie « néo » dans Néo-libéralisme ?

Le néo-libéralisme comme politique économique a commencé au Chili en 1973. Son inauguration a consisté en un coup d'état organisé par les US contre un président socialiste élu démocratiquement et l'installation d'une dictature militaire sanglante connue pour sa torture systématique. C'était la seule manière d'introduire en réalité le modèle néolibéral des « Chicago Boys » sous la direction de Milton Friedman - un étudiant de Friedrich von Hayek, né en Autriche.

Le prédécesseur du modèle néolibéral est le libéralisme économique du 18^e et 19^e siècles et sa notion de « libre-échange ». L'estimation de Goethe, à cette époque, était : « Le libre-échange, une piraterie, une guerre- un trois inséparable ! » (Faust 2)

Au centre, à la fois dans l'ancien et le nouveau libéralisme se trouvent « l'intérêt personnel et l'individualisme ; une ségrégation des principes éthiques et des affaires économiques, en d'autres mots, : un processus pour « sortir du même lit » l'économie de la société, une logique économique comme un simple calcul de coût-bénéfice et une maximisation du profit, une compétition comme la force dirigeante essentielle pour la croissance et le progrès, une spécialisation et le remplacement de l'économie de subsistance avec le profit orienté vers le commerce extérieur (avantage comparatif du coût), et la proscription de l'interférence du public (de l'état) avec les forces du marché » (Mies 2005, p. 34).

Là où le nouveau libéralisme économique surpasse l'ancien c'est dans sa prétention globale. Le libéralisme économique d'aujourd'hui fonctionne comme un modèle pour chacun et pour tous, toutes des parties de l'économie, tous des secteurs de la société, oui, de la vie/la nature elle-même. Comme conséquence, l'économie, autrefois « sortie du lit » prétend maintenant « entrer dans le lit » tout, y compris le pouvoir politique. De plus, une nouvelle « éthique économique » entortillée (et avec elle une certaine idée de la « nature humaine ») émerge qui tourne en ridicule tout depuis « les faiseurs de bien » à l'altruisme d'aide désintéressée de prendre soin d'autres jusqu'à une notion de responsabilité (Gruen 1997).

Ceci va si loin jusqu'à prétendre que le bien commun dépend entièrement de l'égoïsme incontrôlé de l'individu et, spécialement, de la prospérité d'entreprises transnationales. La prétendue « liberté » nécessaire de l'économie - qui paradoxalement signifie uniquement la liberté des entreprises - consiste donc en une liberté de responsabilités et d'engagements envers la société. A son tour, le calcul rationnel coût-bénéfices visant à maximaliser le profit sert non seulement comme un modèle pour la production des entreprises et l'industrie de service et de commerce associée, mais aussi pour le secteur public qui jusqu'ici a été exempté de telles demandes (en fait, il a été historiquement défini par cette exception). Ceci vaut aussi pour le secteur de la reproduction, spécialement le ménage.

La maximalisation du profit lui-même doit avoir lieu dans le temps le plus court possible ;

ceci signifie, de préférence par spéculation et « la valeur de l'actionnaire ». Elle doit rencontrer aussi peu d'obstacles que possible. Aujourd'hui, les intérêts économiques globaux ont plus d'importance non seulement de préoccupations extra-économiques mais aussi de considérations économiques nationales puisque les entreprises aujourd'hui se considèrent au-dessus à la fois de la communauté et de la nation. (Sassen 2000). Un "niveau sur pied d'égalité" est créé qui offre aux joueurs globaux les meilleures conditions possibles. Ce niveau sur pied d'égalité ne connaît pas de « barrières » légales, sociales, écologiques, culturelles ou nationales (Mies/Werlhof 2003, p. 24). Comme résultat, la concurrence économique se déroule dans un marché libre de toutes les influences de non-marché, extra-économiques ou « protectionnistes » - à moins qu'elles ne servent les intérêts des « grands joueurs » (les entreprises), bien sûr. Les intérêts des entreprises - leur « croissance et « progrès » maximum - constitue la priorité complète. Ceci est rationalisé en prétendant que leur bien-être signifie le bien-être de petites entreprises et d'ateliers aussi.

La différence entre le nouveau et l'ancien libéralisme économique peut d'abord être articulée en termes quantitatifs : Après que le capitalisme soit passé par une série de ruptures et de contestations - provoquée par « les systèmes de concurrence », la crise du capitalisme le « Keynesianisme" d'après guerre avec ses tendances sociales et d'état providence, la demande interne de la masse de consommateurs (le dit Fordisme), et l'objectif d'un plein emploi dans le Nord - les objectifs économiques libéraux du passé sont maintenant non seulement ressuscités euphoriquement, mais ils sont aussi « globalisés ». La raison principale est effectivement que la « concurrence des systèmes » n'existe plus. Cependant, conclure que ceci confirme la victoire du « capitalisme » et de « l'Occident doré » sur « le sombre socialisme » n'est qu'une seule interprétation possible. Une autre - à l'opposé - est de voir le « système du monde moderne » (qui contient à la fois le capitalisme et le socialisme, (Wallerstein 1979, 2004) comme ayant atteint une crise générale qui provoque une concurrence totale et sans merci sur les ressources globales tout en nivelant le moyen pour des opportunités « d'investissements » i.e. la valorisation du capital.

La mondialisation en cours de néo-libéralisme démontre quelle interprétation est juste. Pas moins, parce que les différences entre l'ancien et le nouveau libéralisme économique ne peut pas seulement être articulé en termes quantitatifs mais en termes qualitatifs aussi. Ce dont on est témoin, est un phénomène tout à fait nouveaux : Au lieu d'une « concurrence complète » démocratique entre beaucoup de petites entreprises jouissant de « la libre entreprise », seules les grandes entreprises font des gains. A tour de rôle, elles créent de nouveaux oligopoles et des monopoles de marché de dimension inconnue précédemment. Le marché reste donc seulement libre pour eux, alors qu'il est « non libre » pour toutes les autres qui sont condamnées à une existence de dépendance (comme producteurs, travailleurs et consommateurs forcés) ou carrément exclus du marché (s'ils n'ont rien à acheter ou à vendre). Plus ou moins 50% de la population mondiale tombe dans ce groupe aujourd'hui, et le pourcentage croît (George 2001).

Des lois anti-trust ont perdu tout pouvoir depuis que les entreprises transnationales établissent les normes. Ce sont les entreprises - pas « le marché » comme un mécanisme anonyme ou « la main invisible » - qui déterminent aujourd'hui les règles du commerce, par exemple les prix et les régulations légales. Ceci se passe en dehors de tout contrôle politique. Des spéculations avec une moyenne de marge de profit de 20% (Altvater 2005) poussent vers la sortie d'honnêtes producteurs qui deviennent « non profitables ». L'argent devient trop précieux pour des projets comparativement non profitables, des projets à long

terme ou des projets qui « uniquement » - combien audacieux ! - servent une bonne vie. L'argent au lieu de cela, « voyage vers le haut » et disparaît. Le capital financier détermine toujours plus ce que sont et font les marchés (Altvater/Mahnkopf 1996). En fait, il est maintenant - par la séparation entre le dollar et le niveau de l'or par Nixon en 1971 - « émancipé » du capital productif et forme sa propre « bulle fiscale » multipliant le volume de l'argent qui est couvert par la production de nombreux (Lietaer 2006, Kennedy 1990). De plus, ces jours-ci, la plupart d'entre nous - exactement comme tous les gouvernements - avons des dettes. C'est le capital financier qui a tout l'argent - nous n'en avons pas (Creutz 1995).

Les conséquences du néo-libéralisme sont :

Les petites, moyennes et même parfois de plus grandes entreprises sont poussées hors du marché, forcées de disparaître ou avalées par des entreprises transnationales parce que leurs performances sont « en dessous de la moyenne » en comparaison avec les gains de la spéculation - (*jeu de mot en anglais plutôt : spookulation*). Le secteur public qui a été défini historiquement comme un secteur d'économie de non-profit et d'administration, « ont minci » et ses parties « profitables » (« bijoux ») remis aux entreprises (privatisées). Comme conséquence, des services sociaux qui sont nécessaires pour notre existence disparaissent. De petits et moyens business privés - qui, jusqu'à récemment employaient 80% de la force de travail et procuraient « des conditions de travail normales » - sont aussi affectés par ces développements. La supposée corrélation entre la croissance économique et la sécurité de l'emploi est fautive. Là où la croissance économique signifie uniquement la fusion de business, des emplois sont perdus. (Mies/Werlhof 2003, p. 7ff);

S'il y a de nouveaux emplois, le plus grand nombre est "précaire", signifiant qu'ils ne sont accessibles que temporairement et mal payés. Un seul emploi n'est habituellement pas suffisant pour un train de vie (Ehrenreich 2001). Cela signifie que les conditions de travail dans le Nord deviennent analogues à celles du Sud et les conditions de travail des hommes analogues à celles des femmes - une tendance diamétralement opposée à ce qu'on nous a toujours dit. Les entreprises s'en vont maintenant pour le Sud (ou l'Est) pour employer du travail bon marché et particulièrement féminin sans « affiliation syndicale ». Ceci s'est déjà passé depuis les années 1970 dans les « Zones libres de production » (FPZs, usines de marché mondiales» ou "maquiladoras"), où sont produit le plus de puces d'ordinateur, de baskets, de vêtements et de marchandises électroniques du monde (Fröbel/Heinrichs/Kreye 1977). Les FPZs se trouvent dans des régions où des conditions coloniales, capitalistes, et patriarcalement autoritaires vieilles d'un siècle, garantissent la disponibilité nécessaire d'un travail bon marché (Bennholdt-Thomsen/Mies/Werlhof 1988). Le passage récent d'opportunités de business des biens des consommateurs aux armements est un développement particulièrement inquiétant (Chossudovsky 2003).

Ce n'est pas seulement la production de marchandises qui est « externalisée » et située dans des FPZs, mais des industries de service, aussi. Ceci est le résultat de la « Troisième Révolution industrielle », signifiant le développement de nouvelles technologies d'information et de communication. Beaucoup de boulots ont entièrement disparus à cause de l'informatisation, aussi dans les domaines administratifs (Fröbel et al. 1977). La combinaison des principes « haute techno » et « bas salaires » (toujours niée par les enthousiastes du « progrès ») garantit « un avantage de coût comparatif » dans le commerce extérieur. Ceci conduira finalement à des « salaires chinois » en Occident. Une perte potentielle de consommateurs occidentaux n'est pas considérée comme une menace. Une économie entrepreneuriale ne se soucie pas si les consommateurs sont européens,

chinois ou indien.

Les moyens de production se concentrent dans de moins en moins de mains, surtout depuis que le capital financier – rendu précaire lui-même – contrôle la valeur de l'actif encore plus agressivement. De nouvelles formes de propriété privée sont créées, pas le moins par le « dégageant » de la propriété publique et la transformation d'anciens services publics et de services privés d'industries de petite dimension, vers un secteur du business d'entreprises. Ceci concerne surtout les domaines qui ont été longtemps (du moins en partie) exclus de la logique du profit – ex : l'éducation, la santé, l'énergie ou la fourniture/ le traitement de l'eau. De nouvelles formes « d'enclos » émergent de la commercialisation totale d'anciens services et industries publics et privés de petite dimension, « pour tous » et de ressources naturelles comme les océans, des jungles, des régions de diversité génétique ou d'intérêt géopolitique (ex. les routes potentielles de pipelines) etc.; (Isla 2005). Dans la mesure où fonctionnent les nouveaux espaces virtuels et réseaux de communication, on est témoin d'efforts frénétiques pour les mettre aussi sous contrôle privé (Hepburn 2005).

Toutes ces nouvelles formes de propriété sont essentiellement créées par (plus ou moins) des formes d'appropriation prédatrice. Dans ce sens, ce sont une continuation modifiée de l'histoire de « l'accumulation originale » (Werlhof 1991, 2003a) qui s'est étendue globalement en suivant la devise : « La croissance par l'expropriation ! ».

La plupart des gens ont de moins en moins accès aux moyens de production, et ainsi augmente la dépendance à un travail rare et sous-payé. La destruction de l'état providence détruit aussi la notion que des individus peuvent compter sur la communauté pour s'occuper d'eux à des moments de nécessité. Notre existence dépend exclusivement du privé, i.e. coûteux, des services qui sont souvent de beaucoup plus mauvaise qualité et beaucoup moins fiables que les services publics. (C'est un mythe que le privé est toujours supérieur au public). Ce que nous expérimentons est une pénurie seulement connue autrefois par le Sud colonial. La vieille affirmation que le Sud se développera finalement en Nord s'est avérée fautive. C'est le Nord qui de plus en plus se développe en Sud. Nous sommes témoins de la dernière forme de « développement » : à savoir, un système mondial de sous-développement (Frank 1969).

Le développement et le sous-développement vont la main dans la main (Mies 2005). Ceci pourrait même bientôt apparaître une « aide au développement » des travailleurs.

Ce sont habituellement les femmes qui sont appelées à compenser le sous-développement par une augmentation du travail « pourvoir aux besoins » du ménage. Comme résultat, le poids du travail et sous-payé des femmes prend des dimensions horribles : elles font du travail non payé à la maison et un travail « ménagérisé », pauvrement payé, à l'extérieur. (Bennholdt-Thomsen et al. 1988). Pourtant, la commercialisation ne stoppe pas devant les portes des maisons non plus. Même le travail à domicile est commercialement co-opté (« la question de la nouvelle bonne »), avec pratiquement aucun bénéfice pour les femmes qui font le travail (Werlhof 2004).

Pas le moins à cause de cela, des femmes sont de plus en plus forcées dans la prostitution (Isla 2003, 2005), une des plus grandes industries globales d'aujourd'hui. Ceci illustre deux choses : a) combien peu « l'émancipation » des femmes conduit en réalité à « des conditions égales » avec les hommes, et b) que le « développement capitaliste » n'implique pas une « liberté » accrue dans les relations de salaire du travail, comme la gauche l'a

longtemps prétendu (Wallerstein 1979). Si c'était le cas, alors le néo-libéralisme signifierait la fin volontaire du capitalisme une fois qu'il a atteint son extension la plus lointaine. Ceci, cependant, ne semble pas probable.

Aujourd'hui, des centaines de millions de quasi-esclaves, plus que jamais avant, existent dans le « système mondial ». (Bales 2001). Le modèle autoritaire des "Zones libres de production " conquiert l'Est et menace le Nord. La redistribution de la richesse va toujours plus - et avec une vitesse toujours accélérée - de la base au sommet. Le fossé entre les riches et les pauvres n'a jamais été aussi grand. La classe moyenne disparaît. C'est la situation à laquelle nous sommes confrontés.

Il devient évident que le néo-libéralisme ne marque pas la fin du colonialisme, mais au contraire la colonisation du Nord. Cette nouvelle « colonisation du monde » (Mies 2005) renvoie aux débuts du « système mondiale moderne » dans le « long 16^esiècle » (Wallerstein 1979, Frank 2005, Mies 1986), quand la conquête des Amériques, leur exploitation et leur transformation coloniale a permis la montée et le « développement » de l'Europe. Les dite « maladies des enfants » de la modernité continue à l'obséder, même dans le passé. Elles sont, en fait, la principale caractéristique du dernier stade de la modernité. Elles se répandent au lieu de disparaître.

Où il n'y a pas de Sud, il n'y a pas de Nord ; où il n'y a pas de périphérie, il n'y a pas de centre ; où il n'y a pas de colonie, il n'y a pas - en tout cas de civilisation « occidentale » (Werlhof 2007a).

L'Autriche aussi fait partie du système mondial. Elle devient de plus en plus une colonie d'entreprises (particulièrement d'entreprises allemandes). Ceci, pourtant, ne l'empêche pas d'être une colonisatrice active elle-même, spécialement dans l'Est (Hofbauer 2003, Salzburger 2006).

Les considérations sociales, culturelles, traditionnelles et écologiques sont abandonnées et engendre une mentalité de pillage. Toutes les ressources globales que nous avons encore - des ressources naturelles, des forêts, de l'eau, des fonds génétiques - ont été transformés en objets « d'utilisation ». Une destruction écologique rapide par épuisement en est la conséquence. Quand on fait plus de profits en coupant des arbres qu'en les plantant, alors, il n'y a pas de raison de ne pas les couper (Lietaer 2006). Ni le public, ni l'état n'interfère, malgré le réchauffement global et le fait évident que le déblaiement des quelques forêts tropicales qui restent détruiront irrévérablement le climat de la terre - sans même parler des nombreux autres effets négatifs d'une telle action (Raggam 2004). Le climat, l'animal, les plantes, l'humain et les droits généraux écologiques ne valent rien comparés aux intérêts des entreprises - est sans importance que les forêts tropicales ne sont pas une ressource renouvelable et que l'écosystème entier de la terre en dépend. Si l'avidité - et le rationalisme avec lequel elle est économiquement renforcée - était vraiment un trait anthropologique inhérent, nous ne serions même jamais arrivé à ce jour.

La commandante de la navette de l'espace qui tournait autour de la terre en 2005 a remarqué que « le centre de l'Afrique brûlait ». Elle voulait dire le Congo, dans lequel la dernière grande forêt tropicale du continent est localisée. Sans elle, il n'y aura plus de nuages de pluie au-dessus des sources du Nil. Pourtant, elle doit disparaître afin que les entreprises aient un libre accès aux ressources naturelles du Congo qui sont la raison des guerres qui meurtrissent la région aujourd'hui. Après tout, on a besoin de pétrole, de diamants et de coltan pour les téléphones mobiles.

Les forêts d'Asie ont aussi brûlé pendant de nombreuses années, et à la fin de 205, le parlement brésilien a approuvé le déblaiement de 50% du reste de l'Amazonie. Entre-temps, des rumeurs abondent que le Brésil et le Venezuela ont déjà vendu leurs droits sur ce qui reste de la plus grande forêt de la terre - pas aux Américains US mais aux Chinois soi-disant « de gauche » qui souffrent d'une pénurie chronique de bois et ne peuvent pas maintenir leur énorme croissance économique et leurs ambitions économiques de superpuissance sans obtenir des ressources globales.

Vu la course d'aujourd'hui pour les dernières ressources de la terre, on se demande ce que pensaient les représentants de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) quand ils ont accepté la Chine comme un nouveau membre en 2001. Ils avaient probablement dans l'esprit le marché géant chinois mais pas la concurrence géante chinoise. Après tout, un quart de la population mondiale vit en Chine. Bien sûr, il a déjà été établi depuis longtemps qu'une continuation de l'expansion du style de vie occidental conduira à un effondrement écologique global- le plus vite, le plus tôt. (Sarkar 2001).

Aujourd'hui, tout sur terre est transformé en marchandise, i.e. tout devient un objet « commercial » et la commercialisation (qui signifie réellement la « liquidation » : la transformation de tout, en argent liquide). Dans son étape néolibérale, il ne suffit pas pour le capitalisme de poursuivre globalement une production de marchandises moins coûteuse et de préférence « sans salaire ». L'objectif est de transformer chacun et tout en marchandises (Wallerstein 1979), y compris la vie elle-même. Nous nous précipitons aveuglément vers la conclusion violente et absolue de ce « mode de production », à savoir la capitalisation/ la liquidation totale par la « monétarisation » (Genth 2006).

Nous ne sommes pas seulement témoins de l'éloge perpétuel du marché - nous sommes témoins de ce qu'on peut décrire comme un « fondamentalisme du marché ». Les gens croient dans le marché comme si c'était un dieu. Il semble y avoir le sentiment que rien ne pourrait jamais se produire sans lui. Une accumulation totale d'argent/de capital, globale et maximisée comme une richesse abstraite devient le seul but de l'activité économique. Un marché mondial « libre » pour tout doit être établi - un marché mondial qui fonctionne conformément aux intérêts des entreprises et de l'argent capitaliste. L'installation d'un tel marché se déroule à une vitesse impressionnante. Il crée des nouvelles possibilités profits où ils n'ont pas existés avant, par ex ; l'Irak, l'Europe de l'Est ou la Chine.

Une chose reste généralement négligée : La richesse abstraite créée pour l'accumulation implique la destruction de la nature comme richesse concrète. Le résultat est « un trou dans la terre » (Galtung), et à côté une décharge de déchets avec des marchandises utilisées, des machines dépassées et l'argent sans valeur. Cependant, une fois que toute la richesse concrète (qui aujourd'hui consiste principalement dans les dernières ressources naturelles) sera épuisée, la richesse abstraite disparaîtra aussi. Elle « s'évaporerait » pour employer les mots de Marx. Le fait que la richesse abstraite n'est pas une richesse réelle deviendra évident, et il en va de même pour la réponse à la question quelle richesse l'activité économique moderne a-t-elle réellement créée. A la fin ce n'est rien que de la richesse monétaire (et même elle existe principalement virtuellement ou sur des comptes) qui constitue une « monoculture » contrôlée par une infime minorité. La diversité est asphyxiée et des millions de gens sont laissés qui se demandent comment ils vont survivre. Et, réellement ; comment survivre sans ressources, sans moyens de production ni d'argent ?

Le nihilisme de notre système économique est évident. Le monde entier sera transformé en argent - et ensuite il « disparaîtra ». Après tout, l'argent, on ne peut pas le manger. Ce que

personne ne semble prendre en considération est le fait qu'il est impossible de retransformer des marchandises, l'argent, le capital et la machinerie en richesse de la nature ou concrète. Il semble qu'étant sous-jacent à tout développement économique se trouve l'hypothèse que les « ressources », les « sources de la richesse » (Marx), sont renouvelables et éternelles – juste comme la « croissance » qu'elles créent (Werlhof 2001 a). La perfidie de cette hypothèse devient de plus en plus dure à nier. Par exemple, le « pic » dans la production de pétrole vient juste d'être passé – signifiant que nous sommes au-delà de l'exploitation des 50% de tout ce qu'il y a.

Pourtant, ironiquement, il semble que comme la perspective de certaines ressources touchant à leur fin ne fait qu'accélérer la course économique. Tout ce qui est naturel est commercialisé dans des dimensions jamais vues avant, à une vitesse sans précédent et par toujours plus de moyens de technologie avancée. Le but ultime reste de créer de nouvelles possibilités d'investissement et de profit, en d'autres mots, de nouvelles possibilités de croissance capables de créer de nouvelles possibilités d'accumulation – futures incluses.

Les limites matérielles d'une telle politique deviennent plus claires chaque jour : l'effondrement global écologique, économique, monétaire, social et politique (Diamond 2005) qui entraîne inévitablement à ce qui a déjà commencé. « La fin de l'Occident global ». "Global West End."

Comment sinon peut-on comprendre le fait qu'au moment où la civilisation a atteint son prétendu zénith, un être humain meure chaque seconde (Ziegler 2004)? Comment une telle politique peut-elle être prise au sérieux ? C'est dans tous les sens, un crime. Malheureusement, la façade de « la rationalité » banale – ce que Hannah Arendt a appelé « la banalité du mal » – derrière laquelle elle opère, la rend invisible pour beaucoup. Les gens ne reconnaissent pas son véritable caractère. Ceci est le résultat de l'énorme crise en esprit et en âme qui accompagne la crise matérielle dont beaucoup d'entre nous restent inconscients : notamment, l'annihilation de la matière par sa transformation en marchandises, que nous, par illusion, appelons « le matérialisme (Je l'appelle « patriarcat » Werlhof 2001 a). La richesse initiale de la matière (« la mère-terre ») devient maintenant un terrain vague stérile qui ne sera pas reconnu par beaucoup aussi longtemps que leur croyance dans le « progrès » bloquera ces visions. La dernière phase du patriarcat et du capitalisme n'a non seulement pas de sens mais elle sera bientôt aussi sans vie : la Kapitalisme.

Il semble impossible de ne pas se demander comment l'entière économie en soit venue à suivre un seul motif : le monisme de faire de l'argent. Spécialement depuis que cela ne s'applique pas seulement à l'économie mais aussi à la politique, à la science, aux arts et même à nos relations sociales.

La notion que le capitalisme et la démocratie sont un est prouvé être un mythe par le néolibéralisme et son « totalitarisme monétaire » (Genth 2006). La primauté de la politique sur l'économie a été perdue. Les politiciens et tous les partis l'ont abandonnée. Ce sont les entreprises qui dictent la politique. Quand les intérêts des entreprises sont concernés, il n'y a pas de place pour une convention démocratique ou un contrôle communautaire. L'espace public disparaît. La "res publica" devient une "res privata", ou – comme on pourrait le dire aujourd'hui – une "res privata transnationale" (dans sa signification latine, « privare » signifie priver). Uniquement ceux au pouvoir ont encore des droits. Ils se donnent les licences dont ils ont besoin, depuis « la licence de piller » jusqu'à la « licence de tuer » (Mies/Werlhof 2003, Mies 2005). Ceux qui se mettent sur leur chemin ou contestent leurs

« droits » sont diffamés, criminalisés et à des degrés croissants, définis comme « terroristes », ou dans le cas de gouvernements défiants, comme « états voyous » une qualification qui implique habituellement une menace d'attaque ou une attaque militaire réelle, comme on peut le voir dans le cas de la Yougoslavie, de l'Afghanistan et de l'Iraq, et peut-être de la Syrie et de l'Iran, dans un prochain avenir. Le Président US Bush a même parlé de la possibilité de frappes nucléaires « préventive » si les US se sentaient mis en danger par des armes de destruction massive (Chossudovsky 2005). L'Union européenne n'a pas fait d'objections (Chossudovsky 2006).

Le néo-libéralisme et la guerre sont les deux côtés d'une même pièce (Altwater/Chossudovsky/Roy/Serfati 2003, Mies 2005). Le libre-échange, la piraterie et la guerre sont encore toujours « les trois inséparables » - aujourd'hui peut-être plus que jamais. La guerre n'est pas seulement « bonne pour l'économie » (Hendersen 1996), mais est, en effet sa force principale et peut être comprise comme « la continuation de l'économie par d'autres moyens ». La guerre et l'économie sont devenus presque indistinguables (Werlhof 2005 b). Des guerres pour des ressources (Klare 2001) - spécialement le pétrole et l'eau - ont déjà commencé. Les Guerres du Golfe en sont les exemples les plus évidents. Le militarisme, une fois de plus, apparaît comme « l'exécuteur du capital d'accumulation » (Luxemburg 1970) - potentiellement partout et durablement.

Les droits humains et les droits à la souveraineté ont été transféré du peuple, des communautés et des gouvernements aux entreprises (Clarke 1998). La notion du peuple comme un organe souverain a pratiquement été abolie. On a été témoin de coups de la sorte. Les systèmes politiques en Occident et les états-nations comme garanties pour la division du travail dans le système mondial moderne et son expression se dissolvent de plus en plus (Sassen 2000). Les états-nations se développent en « états de la périphérie » conformément au rôle inférieur qu'ils jouent dans le « Nouvel ordre mondial » proto-despotique (Hardt/Negri 2001, Chomsky 2003). La démocratie apparaît désuète. Après tout, « elle gêne le business » (Werlhof 2005 a).

Le "Nouvel ordre mondial" implique une nouvelle division du travail qui ne fait plus de distinction entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest - aujourd'hui, c'est partout le Sud. Une loi internationale conforme est établie qui fonctionne effectivement du sommet vers la base ("top-down") et elle élimine tous les droits communaux locaux et régionaux. Et pas seulement cela : beaucoup de tels droits sont rendus invalides à la fois rétroactivement et pour le futur (cf. les clauses "roll back" (??? casser les prix) et "stand still" (??? s'arrêter) dans les accords de l'OMC, Mies/Werlhof 2003).

La logique du néo-libéralisme comme une sorte de néomercantilisme totalitaire est que toutes les ressources, tous les marchés, tout l'argent, tous les profits, tous les moyens de production, toutes « les possibilités d'investissement », tous les droits, et tout le pouvoir appartiennent seulement aux entreprises. Pour paraphraser Richard Sennett (2005): « Tout aux entreprises ! » on pourrait ajouter « maintenant ! »

Les entreprises sont libres de faire tout ce qu'elles veulent avec ce qu'elles obtiennent. Personne n'est autorisé à interférer. Ironiquement, on attend de nous de compter sur elles pour trouver le moyen de sortir de la crise dans laquelle nous sommes.

Ceci met le globe entier en danger puisque la responsabilité est quelque chose que les entreprises n'ont pas ou ne connaissent pas. Le temps des contrats sociaux est passé (Werlhof 2003 a). En fait, rien que signaler la crise est devenue un crime et toute critique

sera bientôt définie comme « terreur » et persécutée comme telle (Chossudovsky 2005).

I.3 La politique néolibérale en action

La logique du néo-libéralisme ne demeure pas dans la sphère économique seulement. Au lieu de cela, elle entre dans la politique et la transforme et donc – depuis les événements au Chili en 1973 – elle crée une injustice globale. Les exécuteurs d'injustice sont les gouvernements occidentaux, les entités entrepreneuriales (comme la Chambre de commerce internationale, (ICC), la Table ronde européenne des industriels (ERT), l'Organisation de coopération économique et de développement (OCDE), le Réseau des services européens (ESN), la Coalition US du service des industries (USCSI), etc.), et les institutions Bretton-Woods post Seconde guerre mondiale comme la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation du commerce mondial (OCM – la continuation de l'Accord général sur les tarifs et le commerce, GATT, aboli en 1994) (Perkins 2004).

La théorie du capitalisme incarnant « une loi naturelle » reçoit un soutien massif à l'époque néolibérale. Ceci non seulement aide à mondialiser le pouvoir du capitalisme, mais accélère aussi la mondialisation du néo-libéralisme. “Speed kills” (??? *la vitesse neutralise*) est le slogan obscène utilisé pour décrire ce développement par beaucoup de politiciens occidentaux. Ceci confirme qu'ils sont conscients de ce qui se passe et de ce qu'ils font. Le slogan laisse entendre le fait qu'une fois que les « réformes » (qui en réalité « déforment ») acquièrent un certain élan, il devient impossible pour les gens affectés de continuer avec ce qui se passe – les réformes sont décidées au-dessus de leur tête et mises en œuvre derrière leur dos. Une fois que les conséquences entrent en action – ce qui se passe généralement dans un court délai – ceux qui sont responsables sont partis depuis longtemps et/ou il n'y a pas de moyen légal pour « rectifier » quoi que ce soit (Werlhof 2005 a). A cause d'un jeu aussi infect, la protestation et la résistance viennent toujours trop tard. Une fois qu'elles surgissent, tout est déjà devenu irrévocablement une réalité – cela semble comme si une « catastrophe « naturelle » avait pris place.

Ce sont les mêmes politiciens qui nous disent qu'il n'y a pas d'arrêt à la mondialisation et que «leur « politique de réformes » est la solution et pas le problème, et qui ont, en fait, introduit et renforcé le néo-libéralisme global qu'ils décrivent comme une partie inéluctable de l'histoire. Ils ont fait cela à l'intérieur de la politique de l'état-nation ainsi que par la participation aux organes de l'UE et de l'OMC, la Banque mondiale et du FMI. Bien sûr, nous n'avons jamais entendu une explication véritable pour le pourquoi ils ont fait cela (et, en fait, continuent à faire). Ceci est apparemment le cas pour tous les partis politiques – sans exception (?) – qui conservent une sorte de pouvoir ou qui sont nichés dans sa proximité (Dimmel/Schmee 2005). Certains d'entre eux semblent même avoir oublié que juste peu de temps avant, ils connaissaient encore des alternatives et tenaient des visions opposées. Que leur est-il arrivé ? Ont-ils été achetés ? Menacés ? Extorqués ? « Ont-ils eu un lavage de cerveau » ?

Une chose est claire : Les politiciens ne souffrent pas de la misère qu'ils créent et justifient chaque jour. Ils agissent comme des employés d'entreprises et prennent soin de la politique de business de chaque jour dont les entreprises ne peuvent pas ou ne veulent pas s'occuper eux-mêmes. Mais de nouveau, examinons un pas à la fois...

Depuis les années 1980, ce sont surtout les Programmes d'ajustement structurel, les SAPs de la Banque mondiale et du FMI qui agissent comme renforceurs du néo-libéralisme. Ces

programmes sont imposés contre les pays du Sud qui peuvent être extorquées à cause de leurs dettes. Entre-temps, de nombreuses interventions militaires et des guerre aident à prendre possession des biens qui restent encore, à assurer des ressources, à installer le néo-libéralisme comme politique économique globale, à briser la résistance de mouvements (qualifiés cyniquement de « rébellions FMI ») et à faciliter le business lucratif de reconstruction (Chossudovsky 2002, Mies 2005, Bennholdt-Thomsen/Faraclas/Werlhof 2001).

Dans les années 1980, Ronald Reagan et Margaret Thatcher ont introduit le néo-libéralisme en Anglo-Amérique. En 1989, "le Consensus de Washington" a été formulé. Il affirmait qu'il conduirait à une liberté, une prospérité et une croissance économique globales, par « la dérégulation, la libéralisation et la privatisation ». Ceci est devenu le credo et la promesse de tous les néolibéraux. Aujourd'hui, on sait que la promesse n'est devenue vraie que pour les entreprises - pour personne d'autre.

Au Moyen-Orient, le soutien occidental à Saddam Hussein dans la guerre entre l'Irak et l'Iran dans les années 1980, et la Guerre du Golfe du début de 1990, a annoncé la présence permanente US dans la région du pétrole la plus contestée du monde.

En Europe continentale, le néo-libéralisme a commencé avec la crise en Yougoslavie causée par les SAPs de la Banque mondiale et du FMI. Le pays était lourdement exploité, s'est désagrégé, et a finalement été assailli par une guerre civile pour ses dernières ressources restantes (Chossudovsky 2002). Depuis la guerre de l'OTAN en 1999 (Richter/Schnähling/Spoo 2000), les Balkans sont fragmentés, occupés et géopolitiquement sous contrôle néolibéral. La région est d'une principale importance stratégique pour le transport futur de pétrole et de gaz du Caucase vers l'Occident (par exemple le « Nabucco », un pipeline de gaz qui est supposé débiter à opérer de la Mer Caspienne par la Turquie et les Balkans en 2011, Lietaer 2006). La reconstruction des Balkans est exclusivement dans les mains d'entreprises occidentales.

Beaucoup de contrats de l'UE - par exemple ceux de Maastricht et d'Amsterdam - sont néolibéraux de façon flagrante (Boulboullé 2003). Ils déclarent l'Europe une zone néolibérale et ne fournissent pas d'alternatives. Tous les gouvernements, qu'ils soient de gauche, de droite, libéraux ou verts, l'acceptent. Il n'y a pas d'analyse de la connexion entre la politique du néo-libéralisme, son histoire, ses antécédents et ses effets sur l'Europe et d'autres parties du monde. De même, il n'y a pas d'analyse de sa connexion avec le nouveau militarisme.

Si on prend l'exemple de l'Autriche, approximativement 66% de sa population a voté pour rejoindre l'UE en 1995 sans recevoir aucune information sur ce que cela signifiait vraiment. Comme conséquence, nous avons eu d'abord « le colis d'austérité », un équivalent d'un SAP qui a commencé la redistribution de la richesse de la base vers le sommet. Ensuite ont suivi des réformes des impôts, des privatisations, la réforme du système des pensions. Finalement, l'euro a causé une inflation de plus de 30% et une perte de revenu concordante du jour au lendemain (un fait qui est encore nié officiellement). Aujourd'hui les taux de chômage montent et les conditions de travail se détériorent dans le pays (Sozialministerium 2005). 80% de toutes les lois qui règlent la vie en Autriche sont passées à Bruxelles. Le pouvoir réel du gouvernement autrichien est minimal et il a pratiquement renoncé à sa responsabilité pour la population. Pourtant, plus de 10 ans après avoir rejoint l'UE, il n'y a toujours pas de débat public sur ce que le néo-libéralisme a à voir avec l'UE, ou ce que l'Autriche a à voir avec le Chili ou le Congo.

Quand l'OMC a été créée en 1995, les états-membres de l'UE ont adaptés unanimement tous les accords de l'OMC à un renforcement néolibéral. Ces accords comprenaient : L'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), l'Accord général du commerce dans les services (GATS), l'Accord sur les aspects liés au commerce des droits de propriété intellectuelle (TRIPS) et l'Accord sur l'agriculture (AoA) qui entre-temps a eu un supplément avec l'Accord sur l'accès au marché non-agricole (NAMA) Tous ces accords visent à une mise en œuvre globale rapide du règne des entreprises.

L'AMI, par exemple, réclamait une libération totale de toutes les activités entrepreneuriales (définies comme « investissements »). Ces activités devaient être libérées de toute interférence, de toute obligation légale ou de réglementations étatiques. Ceci aurait dû être appliqué à tous les 29 états-membres de l'OCDE, et ensuite étendu à tous les 150 pays assemblés dans l'OMC (Mies/Werlhof 2003). En réalité, il s'est avéré qu'il était impossible d'appliquer l'accord sous la forme conçue. La plus grande partie de son contenu, a cependant été mise en œuvre plus tard par d'autres moyens (voir II).

Jamais avant, même à l'époque coloniale, ces pouvoirs ont été si complètement « libérés » des responsabilités de leurs actions. Pas étonnant que les négociations de l'AMI soient restées secrètes pendant des années. Néanmoins, les syndicats étaient au courant, puisqu'ils ont fait partie des négociations via le Comité d'avis syndical (TUAC) qui avait pris part aux conférences de l'OCDE à Paris quand l'AMI a été discuté.

Les informations concernant l'AMI ont fui dans le public en 1997. Même alors beaucoup d'organes politiques, comme le ministère autrichien de l'Economie ont simplement essayé de le minimiser et a accusé ses critiques de « lâcheté » (puisqu'apparemment ils avaient peur de « quelque chose de nouveau »), de « xénophobie » (envers les multinationales !) et de « théories de conspiration ». Personne n'a jamais parlé de « théories » pourtant : les contenus de l'AMI - qui véritablement transcendent les imaginations les plus sauvages - ne sont pas des théories mais la pratique du néo-libéralisme. Et personne n'a parlé de « conspirations » non plus - parce qu'il n'y en avait pas ; les gouvernements faisaient partie de l'accord, ainsi que certaines ONGs, et bien sûr les entreprises, et même les syndicats. Alors, de nouveau, si tous les représentants du pouvoir peuvent former leur propre conspiration, celle-ci en était vraiment une. De toute façon, les gens de cette planète qui portent le poids de l'accord n'ont pas été informés - et encore moins invités à participer.

Dans une large mesure, les contenus de l'AMI sont devenus réalité par des traités bilatéraux et l'Accord nord-américain de libre échange (NAFTA), signé par les US, le Canada et le Mexique en 1994. La tentative d'entraîner toutes les Amériques dans une zone de libre échange, le FTAA, a échoué jusqu'ici, à cause de la résistance de la plupart des gouvernements latino-américains - ceci, sans aucun doute fournit de l'espoir.

Les négociations du GATS, l'Accord général sur le commerce des services, ont aussi été tenus secret depuis la fin des années 1990. Le GATS repose sur une totale « privatisation » et « commercialisation » entrepreneuriale de la vie, et la transformation de toutes les dimensions de la vie en « rapport avec le commerce », signifiant : des services ou des marchandises « commerciales » (Mies/Werlhof 2003, p. 7ff). Le GATS peut être compris comme un processus global de « libéralisations » successives de services. Des suggestions sont collectées dans tous les états-membres de l'OMC et les demandes consenties leur sont renvoyées. Il est souvent impossible d'avoir une vue sur ce que ces demandes contiennent vraiment. Des zones « sensibles » comme l'éducation, la santé ou la fourniture d'eau sont, d'après ce qu'on dit, exclues des négociations, ce qui est un mensonge avéré. En Autriche,

par exemple, la fondation des universités médicale est une claire indication pour la privatisation des services de santé, et l'Université de Droit de 2002, le UG02 est une indication de la privatisation de l'éducation au niveau tertiaire (Werlhof 2005 a). De telles privatisations ont déjà eu lieu internationalement depuis des années. Beaucoup en Autriche ont vu le développement comme une expression de la droite conservatrice « noir-bleu », une coalition gouvernementale et pas une politique néolibérale - comme si on avait pu attendre autre chose d'un gouvernement « rouge-vert ». En tout cas, les conséquences ont été parmi d'autres, l'abolition de l'accès gratuit à l'université, de droits démocratiques étudiants et des emplois titulaires. Au lieu de cela, des minervaux à l'université et des structures entrepreneuriales autoritaires ont été introduits - ces dernières démontrant un absolutisme néolibéral bien caché. Le financement pour les humanités a été diminué et un système « d'évaluation » académique modelé d'après les critères des business privés, appliqué (Progress 2002-2004). La réorganisation et l'économisation de la recherche et de l'enseignement académiques au nom de possibilités plus élevées d'investissement et la rentabilité de l'industrie de l'éducation transnationale battent leur plein. La logique qui est entrée dans nos universités est que la bonne recherche est celle qui rapporte de l'argent. Ceci est véritablement une déclaration de faillite intellectuelle.

La privatisation a été une principale caractéristique dans la politique autrichienne depuis de nombreuses années, maintenant, spécialement concernant l'infrastructure du pays. Le développement est exemplifié par les contrats de leasing transfrontalier (CBL) qui ont été signés entre beaucoup de villes autrichiennes et des investisseurs US (Rügemer 2004, Oberhöller 2006). Ces contrats donnaient aux villes le "Barwertvorteil" (« l'avantage de la valeur présente »), un paiement immédiat que les investisseurs US fournissaient comme une réduction de leurs exemptions d'impôts pour un investissement étranger direct - en retour, des parties de l'infrastructure des villes leur étaient « louées ». Cependant, ces parties étaient immédiatement « louées de retour » parce que c'était encore les villes qui étaient censées maintenir l'infrastructure - mais maintenant pour des propriétaires étrangers. Ce qui s'est passé avec les paiements, personne ne le sait. Ce qu'on sait c'est que le vide juridique dans la loi de taxation US qui les avaient rendus possibles a pris fin et que tous les contrats CBL ont rétroactivement été déclarés illégaux au début de 2004 (Der Standard 2005). Il semble honnête d'assumer que beaucoup d'affaires semblables vont finalement être révélés. Les Autrichiens pourraient finalement arriver à savoir combien d'argenterie a été vendu ainsi que l'étendue et les formes de corruption impliquées - un trait caractéristique dans les privatisations (Barlow/Clarke 2003, Shiva 2003).

Dans le GATS, les services sont définis comme « tout ce qui ne peut pas tomber sur votre pied », comme quelqu'un l'a une fois remarqué ironiquement. Ceci signifie qu'ils ne sont plus réduits aux services traditionnels mais aussi étendus aux pensées, aux sentiments et aux actions humaines. Même les éléments - l'air, l'eau, la terre, le feu (l'énergie) - sont de plus en plus transformés en marchandises (dans certains endroits ce processus est déjà achevé) afin de faire du profit du fait que nous devons respirer, boire, être debout et bouger (Barlow 2001, Isla 2003).

Au Nicaragua, il existe des plans de privatisation de l'eau qui comprend des amendes pouvant aller jusqu'à 10 mois de salaire si quelqu'un donne un seau d'eau à une voisine assoiffée qui ne peut pas se permettre sa propre connexion à l'eau (Südwind 2003). Si cela dépendait des entreprises de l'eau - dont les plus grandes sont française et allemande (Vivendi Universal, Suez, RWE), ce qui signifie que la privatisation de l'eau est surtout un business européen - alors la voisine allait plutôt mourir de soif. Après tout, la compassion

contrarie seulement le business.

En Inde, des rivières entières ont été vendues. Des récits parlent de femmes qui sont venues au bord de la rivière avec des bisons, des enfants et leur linge, comme elles l'avaient fait pendant des générations, pour seulement être appelées « voleuses d'eau » et chassées par la police. Il y a même des plans pour vendre « la sainte mère le Ganges » (Shiva 2003).

L'eau douce (juste à peu près 2% des réserves d'eau de la terre) est en tant que telle ni renouvelable ni augmentable et d'une telle importance essentielle pour des écosystèmes locaux qu'il semble tout à fait absurde de la traiter comme une marchandise qu'on peut supprimer par sa commercialisation (Barlow/Clarke 2003, Shiva 2003). Néanmoins, ceci se passe déjà. Les effets sont bien sûr horribles. Coca-Cola a laissé des parties du sud de l'état indien de Kerala comme un désert virtuel en exploitant entièrement leurs réserves d'eau de la nappe phréatique.

D'après la définition intentionnellement « faible » des entreprises du terme, même « des investissements » peuvent aujourd'hui être considérés comme « services ». Il y a, par exemple, beaucoup de discussions au sujet « des services financiers » - ce qui signifie aussi que l'AMI a simplement été incorporé dans le GATS. Le GATS, est, pour ainsi dire, l'AMI pour le monde entier. (Il y a aussi des tentatives actuelles pour réintroduire l'AMI au niveau de l'OCDE.)

La "Directive Bolkestein" (nommée d'après l'ancien Commissaire UE Bolkestein, cf. Dräger 2005) peut être considérée comme une des dernières versions du GATS. Elle vise à une sorte de privatisation des salaires à l'intérieur de l'UE. Ceci signifie que les travailleurs migrants à l'intérieur de l'UE sont payés en fonction des salaires de leurs pays d'origine, sans tenir compte des normes salariales des pays où ils travaillent. Une fois cette directive en fonction, tous les obstacles à des « conditions de travail chinoises) ont disparu, et les syndicats européens seront en gros devenus obsolètes. Ceci rend le fait qu'ils aient montré si peu de résistance au néo-libéralisme encore plus curieux.

Le GATS peut être considéré comme l'expression la plus radicale du néo-libéralisme militant jusqu'ici parce qu'il formule son ambition ultime d'une manière qui n'a pas été formulée avant, notamment qu'aucun secteur social, culturel, public ou naturel ne devrait rester en dehors du contrôle et de l'exploitation économiques - sans exception. Le GATS doit donc être compris comme la tentative de transformer absolument tout dans ce monde en « marchandises » ou « services » commerciaux afin d'en extraire du profit. Ceci s'applique à la nature entière (les animaux et les plantes autant que les éléments naturels et les paysages), à l'être humain en entier (y compris sa peau, ses cheveux etc.) et tous les aspects de la vie humaine : le travail et les loisirs, la sexualité et la grossesse, la naissance et la mort, la maladie et la détresse, la paix et la guerre, le désir et la volonté, l'esprit et l'âme (Frauennetz Attac 2003).

Que va-t-il se passer quand il n'y aura plus de domaines non-commerciaux ? Quoi, si la division entre « la vie avec valeur » et « la vie sans valeur » devient une pratique sociale normale ? (Cette division a d'abord été annoncée dans National Socialism comme un concept quasi futuriste, Ruault 2006. Pas de retard mental ici !) Quoi, si la manière de traiter les humains comme « du capital humain » se met à définir la vie de tous les jours ? Que va-t-il se passer quand tout sera devenu marchandise ? Est-ce même possible ?

Si oui, alors la vie s'arrêterait essentiellement. Plus rien ne pourrait plus être transformé en marchandise et le monde marchandisé s'effondrerait et décéderait – y compris nous, les humains. Ceci signifierait la mort générale – une mort sans nouvelle vie qui suivrait. Puisque la marchandise n'a pas de vie par elle-même, mais est seulement « la vie qui existait autrefois » elle ne peut pas produire une nouvelle vie (Werlhof 2006).

C'est seulement à cause des milliers d'année de pensée patriarcale « alchimique » (Werlhof 2001 a) que la (prétendue « créative ») transformation de la nature et des créatures vivantes en choses artificielles (partiellement ou complètement) n'est pas conçue comme leur destruction. Au lieu de cela, c'est compris comme produisant quelque chose de plus « élevé », de « plus noble » et de « meilleur ». A cause de son application globale et potentiellement complète, le dernier stade de cette transformation, à savoir la production moderne de marchandises, révèle comment la plupart des gens ont effectivement succombé à cette « croyance alchimique en miracles » et son soi-disant « progrès ». C'est une forme de croyance religieuse que nous décrivons ici – une croyance qui a été capable d'empêcher beaucoup de gens de reconnaître la violence qui est une partie imminente du processus qu'ils soutiennent. Nous avons donc été incapables de le stopper. Prenons le GATS comme un exemple : pas encore complètement appliqué pour le moment, il est déjà responsable pour d'énormes dommages – et en partie irréparables – à la terre et à nous tous.

Le TRIPS chevauche le GATS dans la mesure qu'il essaie de coopter la pensée et l'expérience de cultures millénaires, signifiant « leur héritage spirituel ». Le but, bien sûr est d'être payé. Les cultures précédemment persécutées deviennent maintenant intéressantes comme source de profit d'entreprise. Ironiquement, les droits de propriété intellectuelle « liés au commerce » sont établis non pas pour protéger les héritages de ces cultures mais leur exploitation intellectuelle. Et pas seulement cela : les mêmes droits de propriété intellectuelle sont aussi utilisés pour imposer la pensée et l'expérience occidentales à d'autres – si nécessaire par la violence.

Les droits sur les brevets sont utilisés pour protéger les intérêts qui y sont liés. Les « brevets pour la vie » adoptent une signification spéciale dans ce contexte car ils vont la main dans la main avec le développement rapide de l'ingénierie génétique (Shiva 2004). Ce qui se passe est qu'une fois qu'a eu lieu une manipulation génétique, quelque chose de « nouveau » a été inventé sur laquelle quelqu'un peut émettre une prétention légale. Parfois, cependant, on n'estime même pas cela nécessaire. Les gènes de plantes, d'animaux, même d'humains, sont parfois volés, prétendus comme « ayant été découvert » et fait la propre « propriété » légale de quelqu'un. Cette « bio-piraterie » (Thaler 2004) exploite les potentiels de profit de toutes les ressources en imposant des prix de monopole à d'autres pour les utiliser. Il y a maintenant un brevet sur le riz « Basmati ». Une revendication de brevet sur l'arbre indien neem est presque passée.

L'exemple le plus connu d'une compagnie vendant « ses inventions » est le cas de Monsanto. Monsanto essaie que tous les paysans et fermiers de la planète dépendent de ses semences génétiquement modifiées qui, intentionnellement ne sont fertiles qu'une seule fois (les semences terminator «). Cela signifie que les paysans doivent acheter de nouvelles semences à la compagnie, chaque année. Ceci se passe déjà dans la plupart des régions de l'Inde où des milliers de paysans ont été forcés d'abandonner leur activité agricole qui, à son tour, a entraîné un nombre choquant de suicides (Shiva 2004). La physicienne indienne, écologiste et critique de la mondialisation Vandana Shiva appelle ce processus « commercialiser le fin de nos vies » (Shiva 1995). En Corée, « l'OMC tue les paysans ! » est

devenu un slogan populaire parmi beaucoup de communautés paysannes.

Les entreprises agro-industrielles transnationales discutent même maintenant d'une interdiction générale des méthodes agricoles « traditionnelles » (arte 2005). Des fermiers irakiens ont déjà été forcés de brûler toutes leurs semences depuis l'invasion US et d'utiliser à la place « les semences terminator » - ceci en Mésopotamie, « le berceau de l'agriculture » (Junge Welt 2004). Ce que ces développements montrent clairement est que l'ingénierie génétique ne concerne pas une vie meilleure mais l'installation de monopoles globaux. Ceci devient le plus évident dans les tentatives actuelles de mettre en œuvre un contrôle monopolistique sur des produits et des services de base dont dépend la vie de chaque être humain. Maintenant, on comprend la signification des cris de rally (???) « L'Agro-business est le plus grand business ! » ou « Le blé devient une arme ! » (Krieg 1980)

Entre-temps, les problèmes avec les organismes génétiquement modifiés, les OGMs, sont en augmentation partout. Des semences génétiquement modifiées, par exemple, sont chères, vulnérables et de mauvaise qualité (Grössler 2005). Ils ont constamment besoin de plus - au lieu de moins - de pesticides. Ils « polluent » aussi, ce qui signifie qu'ils détruisent les espèces non-modifiées - alors qu'ils ne sont pas capables de se reproduire eux-mêmes - ou seulement partiellement, Verhaag 2004). Il devient de plus en plus difficile de nier que les OGMs causent une destruction irréversible d'une partie encore inconnue de la flore et -dépendant de la manière dont c'est utilisé,- de la faune. Une nouvelle infertilité entre dans le monde au lieu d'une nouvelle création. La conséquence est une mort créée artificiellement - une mort non suivie de vie. Personne ne semble savoir comment l'empêcher (Werlhof 2006).

Tout ceci sonne comme un cauchemar. Malheureusement, c'est la réalité. Par exemple, il n'y a plus de graines de colza naturelles au Canada. En Argentine et en Chine, des millions d'hectares sontensemencés avec des semences OGM. Des fournitures d'urgence à des régions affectées par la famine consistent presque exclusivement de telles semences. En Allemagne, des vaches qui ont été nourries avec de la nourriture OGM sont mortes d'une mort horrible après deux ans et demi (Glöckner 2005). Même en Autriche, où les gens s'enorgueillissent d'être conscients écologiquement, pas de nourriture OGM gratuite pour animaux ne reste sur le marché, et des graines de colza OGM sont plantées malgré les expériences négatives (Karg 2005).

Il est dur de saisir ce qui se passe. De la nourriture est produite qui tue - pourtant des gens sont forcés de la manger. Et pas seulement cela : ils doivent payer plein d'argent pour cela aussi ! Une distorsion de vie plus grossière est difficilement imaginable. Parmi les exemples les plus ridicules est l'idée de distribuer du blé OGM contraceptif, développé par la compagnie suisse Syngenta, dans des régions qui souffrent de soi-disant « surpopulation » (Reiter 2005). Ceci signifie génocide, meurtre et business, le tout en un !

L'idée d'un progrès technologique qui suit la notion d'une technologie de machine ne peut jamais offrir la moindre perspective - même quand des gens pensent bien agir au lieu de tuer. La destruction de cycles de vie et la manipulation de certains de ses composants ne peuvent jamais créer un substitut à une vie non-manipulée - en tout cas, pas une vie qui serait supérieure (Werlhof 1997).

Il est caractéristique que les vaches qui sont mortes en Allemagne sont mortes de formes différentes de ruptures circulatoires. Elles avaient, en un sens, perdu les cycles corporels (et

spirituels ?) sur lesquels leur existence était basée (on peut aussi penser aux symptômes de BSE, « la maladie de la vache folle »). Ce qui a déconcerté le plus leur propriétaire, cependant, a été que ni des politiciens ni des scientifiques n'ont été intéressés par ce qui était arrivé.

Entre temps, les US ont obtenu que l'UE pouvait être forcée d'introduire et d'utiliser des produits OGM (Felber 2005). Certains politiciens comme le Ministre de l'agriculture allemand actuel, Seehofer, travaille déjà fort à mettre en œuvre ces demandes (Alt 2005). En le faisant, ils ignorent simplement le fait que la majorité des consommateurs européens ont jusqu'ici rejeté clairement la « nourriture » OGM (Greenpeace 2004).

Le AoA, l'accord de l'OMC pour l'agriculture, est un excellent exemple de comment « la libre entreprise » n'a sûrement pas la même signification pour chacun. D'une part, il permet au Nord d'imposer son surplus agricole dans le Sud au moyen de prix réduits par des moyens de subsidiation élevés, détruisant ainsi les marchés nationaux et les opportunités de vente pour les paysans locaux, d'autre part, des produits du Sud sont écartés des marchés du Nord par des barrières de taxes. Comme trois milliards des gens du monde travaillent encore comme petits paysans (Amin 2004), le AoA menace la survie de plus de la moitié de la population mondiale. Ce n'est pas seulement parce que l'AoA change les marchés en faveur des entreprises agricoles, l'AoA érode aussi – en combinaison avec le TRIPS – la base existentielle des paysans du monde par d'autres moyens. Pour commencer, beaucoup de leurs terres sont acquises – toujours plus rapidement – par des compagnies étrangères. Celles-ci mettent en œuvre leurs nouvelles semences, et souvent se focalisent seulement sur des produits de luxe (comme des crevettes ou des fleurs) pour les marchés des riches sans aucune considération pour les besoins locaux (Widerspruch 2004). La réalité ressemble à celle de la période coloniale, sauf que le dommage occasionné maintenant est pire puisque la production de la subsistance elle-même est victime de la destruction néocoloniale (Bennholdt-Thomsen/Mies/Werlhof 1988). Après tout, il n'y a pas de profit faisable avec la production de subsistance. Comme conséquence, de plus en plus de paysans se tournent vers la production de marchandises pour le marché mondial. Cependant, ceci ne les aide pas non plus. Le profit est toujours fait par d'autres (Shiva 2004).

Les négociations du NAMA étaient fortement impliquées dans le sommet de l'OMC à Hong Kong en décembre 2005. Avec d'autres accords de l'OMC, chaque activité liée à la nature a été définie comme économiquement exploitable même si elle n'était pas directement liée à l'agriculture mais, par exemple, la pêche, la sylviculture, ou même le contrôle de l'oxygène (Isla 2005). Bref, une commercialisation totale était proclamée. Une des conséquences la plus immédiate a été la perte d'espace de vie pour des peuples indigènes. Entre-temps, leur résistance a été criminalisée et ils ont été accusés d'essayer « d'exproprier » des entreprises et de « violer » leurs droits (Goldman 1998).

Il est raisonnable d'appeler tous les accords de l'OMC criminels. Ils sont basés exclusivement sur les intérêts des entreprises. Ils n'ont pas de considération pour la vie. La vie existe seulement pour l'exploitation et l'annihilation.

Quand ils concernent les intérêts des entreprises (l'investissement, le service, la propriété intellectuelle), toutes les régulations de l'OMC sont vagues, s'accommodant largement et ouvertes à l'interprétation – quand il s'agit de contester ces intérêts (« des obstacles » ou une « expropriation insidieuse » ou de quelque sorte qu'elle soit), ils deviennent très précis et inflexibles.

Stigmatiser des gens qui prennent à partie les entreprises comme « expropriateurs » est simplement cynique. En réalité, ce sont les entreprises qui exproprient les gens. Au sommet de ceci, la seule sauvegarde qui concerne les entreprises est la leur. Dans tous autres cas, les sauvegardes sont considérées comme du « protectionnisme » et fortement condamnées. La même chose vaut pour les droits de douane ou des subsides. Le « libéralisme » des entreprises consiste à attendre des autres qu'ils relâchent toute surveillance. Il n'y a pas de libéralisme en dehors de ce qui sert les intérêts des entreprises.

Aujourd'hui, les droits des entreprises sont mieux protégés que ceux des individus humains. On peut même dire que les « droits humains » ne s'appliquent qu'aux entreprises. Après tout, des individus affirmeront toujours en vain leurs droits dans des conflits avec des entreprises. Seules les entreprises ont le pouvoir de poursuivre effectivement quelqu'un qui compromet leurs intérêts.

L'OMC démontre lui-même comment l'emporter contre la résistance par de tels moyens. Il contient le « Mécanisme de règlement de dispute », une sorte de tribunal international qui permet de faire exécuter ses accords et résolutions, si nécessaire par des moyens punitifs sévères, spécialement financier. Dans ce tribunal, – qui exactement comme l'OMC n'a entièrement aucune légitimation démocratique – les entreprises et leurs représentants peuvent affirmer les « droits » que les accords de l'OMC leur accordent contre des gouvernements et d'autres organes nationaux ou communaux. Généralement, elles gagnent. Des procédures contraires sont impossibles : aucun gouvernement d'état ou d'autres organes nationaux – sans même mentionner les communautés qui ne sont pas définies par l'état-nation – n'a même le droit de poursuivre des entreprises. Donc, essentiellement, ceci signifie que les droits autres que ceux des entreprises n'existent plus même pas sur papier (Werlhof 2003 a).

Comment peut-on expliquer une telle politique aux gens et obtenir qu'ils soient d'accord avec elle ? Pas du tout, bien sûr. C'est pourquoi rien n'est jamais expliqué. Le néo-libéralisme ne s'embarrasse pas d'idéologie. Le néo-libéralisme est une trahison consciente des intérêts de 99% des gens de cette planète. Il justifie le cambriolage et le pillage. C'est à la fois dans son intention et dans ses effets une véritable « arme de destruction massive » – même quand des guerres immédiates ne sont pas menées. Combien de vies sont-elles sacrifiées au néo-libéralisme ? Certains estiment que ce nombre va déjà jusqu'aux centaines de millions (Ziegler 2004, Widerspruch 2004).

Paradoxalement, l'OMC et ses accords sont ancrés dans le droit international alors qu'il cambriole et pille les gens dont les droits sont supposés être protégés par ce droit. Des violations contre des accords de l'OMC comptent donc contre des violations contre un droit qui se situe au-dessus des régulations nationales et régionales. Comme conséquence, des cas légaux qui défient la loi de comptabilité de l'OMC (ou de l'UE) par des constitutions nationales ont de manière répétée été rejetées en Autriche, aussi récemment qu'en 2005.

L'OMC et ses accords agissent effectivement comme une constitution oligarchique globale. Ils sont la première tentative pour installer « une gouvernance globale des entreprises » néo-totalitaire – ou même un « gouvernement entrepreneurial global ». C'est comme un despotisme qui s'établit de nouveau lui-même mais cette fois-ci globalement. Ce qu'on est témoin pourrait être surnommé une nouvelle forme « d'AMP » l'ancien « Mode de production asiatique » – sauf que ses origines sont maintenant américaine au lieu d'être asiatique. Je crois qu'une dénomination plus exacte pour l'OMC devrait être WWO "World War Order" (*Ordre mondial de guerre*). Ou sinon W.K.O. : "World Knock Out" (*Mettre KO le*

monde). En tout cas, l'organisation balaie le globe comme un tsunami, prenant tout avec elle qui promet un profit.

1.4. Le néo-libéralisme et le militarisme de l'Union européenne

Au niveau européen, l'UE fonctionne comme l'équivalent continental de l'OMC. Le traité de constitution européen – une base légale pour un gouvernement centralisé européen – suit des normes de principe néolibéral. C'est en fait, la première constitution qui inclut un engagement légal à un ordre économique spécifique – l'ordre néolibéral – ainsi qu'un engagement à un armement et à des opérations militaires (Oberansmayr 2004).

Une fois de plus, le néo-libéralisme et le militarisme apparaissent comme des jumeaux siamois (Lechthaler 2005). L'économie est comprise comme une sorte de guerre (à la fois à l'intérieur et à l'extérieur), et la « défense » militaire comme une partie de l'économie. Ceci s'applique, avec les mots du Ministre de la défense allemand Struck, « "even to the Hindu Kush" (*même au Kush hindou*). Non pas qu'on devrait être surpris.

L'ébauche de la constitution de l'UE promet de faire partie d'un effort pour assurer la paix. Ceci suit une logique particulière, notamment une logique qui se réfère à des actes de guerre comme « des interventions humanitaires » (sinon comme des « actes de défense » – même s'il n'y a jamais eu d'agression) qui permet de prétendre que des guerres comme la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie n'en était pas une, et est capable de faire le portrait de l'UE comme « un ordre de paix » (Attac EU-AG Stuttgart und Region 2005). Tout ceci avec l'arrière plan qu'il y aura bientôt un déploiement d'armes nucléaires en Europe (Galtung 1993, p. 145, Oberansmayr 2004, p. 114ff). Entre temps, toute résistance aux niveaux gouvernementaux contre abriter des armes nucléaires a cessé, spécialement en France, mais aussi l'Allemagne, l'Autriche gardent aussi le silence. Les politiciens, partout ont renoncé à une notion qui était autrefois sacro-sainte (guernica 2006).

Un exemple particulièrement choquant de la manière européenne de fusionner le néo-libéralisme avec la guerre a été exposé dans le film documentaire « Le cauchemar de Darwin » (Sauper 2005). Le film décrit le développement d'une industrie de pêche moderne – financée par l'UE – au Lac Victoria en Tanzanie. La perche du Nil, un poisson qui atteint la taille d'un être humain a été lâché dans le lac dans les années 1950. Maintenant il a provoqué l'extinction de toutes les autres espèces du lac et ce n'est plus qu'une question de temps pour que le plus grand lac tropical du monde soit mort. La majorité des pêcheurs locaux sont sans travail et sans revenus. Les femmes sont forcées de se prostituer. Le VIH et le sida sont rampants et des jeunes organisent des gangs. Des pilotes de l'ancienne Union soviétique transportent les filets de poissons emballés en usine à leurs consommateurs européens dans de grands avions Ilyushin. Quand ils reviennent ils apportent des armes qui entrent en contrebande au Congo et d'autres régions africaines secouées par un conflit militaire – oubliez les dites « guerres tribales » !

L'autoportrait trompeur de l'UE comme un « ordre de paix » a de curieuses implications. Il permet, par exemple, au gouvernement autrichien de prétendre que l'Autriche est encore toujours un pays neutre. En fait, le 50^e anniversaire de la neutralité du pays a été célébré en 2005. Ceci malgré le fait que déjà en 1998, le paragraphe §23f a été ajouté à la constitution autrichienne : un paragraphe assurant l'engagement de l'Autriche de contribuer avec des soldats à une action militaire exécutée par l'UE (certains l'appellent le « paragraphe d'autorisation de guerre », Oberansmayr 2004, p. 46f). Le public n'a pratiquement pas noté ceci. Les euro-combattants sont minimisés comme de simples moyens de protéger l'espace

aérien autrichien, alors que qu'un futur engagement autrichien dans des guerres dans tout le globe est décrit comme un engagement à « des missions de paix » (exécutées, ironiquement par des « troupes de combat » de l'UE) Les dépenses militaires en Autriche ont augmenté de 30% entre 2004 et 2007 (Werkstatt Frieden und Solidarität 2005). Au moins, dans ce cas il est difficile d'argumenter qu'un tas d'argent a été gagné. Néanmoins, cela signifie que l'Autriche contribue significativement (en fait, depuis 2001) à faire l'EADS, la Défense européenne aéronautique et la Compagnie de l'espace, un géant européen de l'armement et un joueur à grand pouvoir sur le continent (Oberansmayr 2004, p. 126ff). C'est comme un truc habituel de prétendre simplement l'opposé de ce qui est vrai. Les sens des mots sont tournés sens dessus dessous.

L'ébauche de la constitution de l'UE contient aussi des références aux « droits élémentaires » du citoyen. Comment ceux-ci peuvent être affirmés face aux pierres angulaires de la constitution – le néo-libéralisme et le militarisme – restent cependant peu clair, pour dire le moins. Donc, établir la liste de ces droits apparaît comme un plus qu'une façade (« guirlandes ») qui essaie de gagner l'approbation publique pour ce qui se passe derrière elle et que personne ne connaît réellement. Sinon, une approbation serait très difficile à obtenir. L'idée semble être de faire apparaître un fléau comme une bénédiction de sorte que même la victime consentira.

Bien sûr, personne ne semble avoir une réponse sur ce qui va se passer si la politique d'économie néolibérale échoue puisque personne n'a même pensé à une alternative. Quoi, pourtant, si par exemple l'armée sera utilisée à l'intérieur ?

Le rejet de la constitution de l'UE par les gens de France et des Pays-Bas est d'autant plus remarquable en considérant le fait que l'UE empêche toute discussion générale critique et a toujours minimisé la signification de la constitution. En Autriche et en Allemagne, l'opinion des gens n'a même pas été demandée. On se demande quels auraient été les résultats dans ces pays. En tout cas, la Déclaration de Lisbonne de 2007 de l'UE a décidé de faire de la déclaration une loi européenne de toute façon – approuvée seulement par les parlements nationaux.

Pourquoi une constitution autrichienne qui a longtemps été rendue inefficace a encore besoin d'être « réformée », est une autre question qui reste sans réponse. L'idée est probablement de cacher son inefficacité actuelle en l'adaptant aux principes de l'UE et de l'OMC.

A quel point est profonde la crise de l'UE ? Est-ce que sa politique néolibérale peut atteindre ses limites (Widerspruch 2005)? Combien de plus que les 30 millions de chômeurs peut-elle gérer ? Combien de plus que les 70 millions qui vivent en dessous du seuil de pauvreté (Armutskonferenz)? Et combien d'échecs de plus de la privatisation, comme celui du système de chemins de fer britanniques, peuvent être sauvés par des « Partenariats privés-publics » (PPPs) qui acheminent l'argent d'impôts vers les entreprises ? Que se passera-t-il une fois que les biens de toutes les nations auront été vendus ? Jusqu'où l'UE peut-elle aller avec sa destruction des classes moyennes ? Comme va-t-elle se débrouiller avec les jeunes hommes frustrés qui ont perdu toute perspective – même quand ils sont blancs ? Est-ce que les révoltes de 2005 dans les banlieues françaises signifient-elles que la guerre civile a déjà commencé dans le Nord de l'Europe ? Comment l'UE va-t-elle aborder le danger de l'extrême-droite ? Que va faire l'Europe quand les prix du pétrole et de gaz exploseront ? Que va-t-elle faire quand le pétrole (comme c'est déjà le cas dans le Sud de l'Europe à cause du réchauffement) et l'eau potable deviennent rares ? Que va-t-elle faire quand ni

l'industrie ni l'agriculture, ni le transport, ni les stations d'énergie nucléaire ne peuvent plus être maintenus, spécialement aussi longtemps que l'énergie solaire reste une solution non viable pour la crise de l'énergie (Sarkar 2001)? Comment l'UE, vu ses « valeurs éthiques » proclamées expliquera-t-elle une possible action militaire non seulement à l'extérieur mais à l'intérieur de l'union ? Devra-t-elle justifier sa propre politique par la terreur (Chossudovsky 2003)? L'UE n'est pas inconsciente de tous ces problèmes pendants. A la Conférence de sécurité européenne de 2005, elle a déjà discuté de scénarios de révoltes de pauvres (Genth 2006).

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une menace de rien de moins qu'une guerre nucléaire possible de l'Occident contre l'Iran (Chossudovsky 2006, Petras 2006). Cette guerre serait entreprise pour gagner le contrôle des entreprises occidentales sur les réserves de pétrole et de gaz de l'Asie centrale – un contrôle qui est non seulement mis en cause par la Russie, mais l'Inde et spécialement la Chine, aussi.

Combien de temps sera-t-il possible d'apaiser la population tout en imposant les intérêts de quelqu'un derrière ses rideaux fermés ?

II. Les alternatives à la mondialisation du néo-libéralisme

Il semble ironique que le magistrat de Vienne nous invite en novembre 2005 pour discuter « d'Alternatives à la globalisation néolibérale » alors que personne n'a même reconnu officiellement un problème jusqu'ici. Sans surprise, les discussions ne vont pas très loin, même si les 300 personnes réunies ici auraient sûrement été intéressées d'entendre des idées réconfortantes. Elles expérimentent dans leur vie quotidienne ce que représente la politique néolibérale, elles cherchent une explication et un espoir de changement. Cependant, rien de tout cela ne viendra de ceux « qui sont au sommet » Ca c'est clair. Jamais rien de positif ne vient jamais de ceux qui sont « au sommet ».

Le débat réel au sujet d'alternatives à la mondialisation néolibérale a commencé le 1^{er} janvier 1994 avec le soulèvement des Indios bien organisés de la jungle mexicaine du sud (Topitas 1994). Des hommes, des femmes et des enfants de « l'Armée nationale zapatiste de libération » nommé d'après le paysan mexicain et dirigeant avec succès de la Révolution mexicaine de 1910, Emiliano Zapata, ont occupé sans utiliser la force, certaines zones centrales de l'état de Chiapas. Ils ont déclaré combattre l'intégration du Mexique dans le NAFTA, l'Accord de libre échange nord américain néolibéral avec les US et le Canada. Le NAFTA a été inauguré le même jour. Un des orateurs du mouvement, fameux maintenant mondialement, le "Subcommandante Marcos", a déclaré que le néo-libéralisme était « une guerre mondiale dirigée par le pouvoir financier contre l'humanité » et une expression de la crise mondiale du capitalisme, pas son succès. Les Indios avaient décidé de ne pas en faire partie. Ils ont choisi de résister. Leur idée d'une vie alternative était claire et ils l'ont pratiquée malgré l'hostilité qu'ils recevaient du gouvernement et de l'armée (Rodriguez 2005). Leur résistance était basée sur une version indigène de « bonne gouvernance » : une démocratie directe, un égalitarisme et une économie de subsistance non exploitante, implantée dans une indépendance locale et le respect de la dignité de chaque individu (Werlhof 2007 a) – un concept qui dérivait de l'expérience précoloniale, du « Mexique profond », un héritage culturel et spirituel maintenu au cours des siècles.

Dans le Nord, ce n'est pas avant 1997-98 que le mouvement social contre le néo-libéralisme a recueilli un élan avec la lutte contre la ratification de l'AMI. Le premier succès du mouvement a été l'échec de l'AMI grâce au refus de la France de le ratifier. Le mouvement

s'est alors répandu largement et rapidement sur le globe et a mobilisé un total supérieur à 15 millions de personnes qui ont manifesté contre les guerres en Yougoslavie, en Afghanistan, et en Iraq. En 2002 et 2003, la lutte s'est focalisée sur la campagne "Stop GATS!" dirigée par des groupes internationaux comme Attac. Le soutien était large. Des « Forums sociaux » ont commencé à s'organiser et chaque année, des individus, des groupes et des organisations critiquant la mondialisation néolibérale se rencontraient régionalement, nationalement, continentalement et mondialement. Les « Forums sociaux mondiaux » ont réuni jusqu'à 100.000 personnes et plus, du monde entier avec le slogan : « Un autre monde est possible ! »

Des militants venaient aussi régulièrement ensemble aux sommets de l'OMC, du WEF (Forum économique mondial), du G8 ou de la Banque mondiale. Ils ont réussi à faire échouer deux conférences de l'OMC, à Seattle et à Cancun, ce qui a donné un grand coup à l'organisation (Shiva 2005).

Néanmoins, l'euphorie serait déplacée. Une alternative néolibérale ne se crée pas par une analyse et des manifestations seulement. Une alternative au libéralisme doit être pratiquée. Les opinions sur comment le faire, diffèrent. Certains discutent « d'alternatives » qui n'en sont pas : une réforme de l'OMC, un « contrôle » de la mondialisation par des ONGs, un retour au Keynésianisme, une restauration du « marché économique social », ou même une résurrection du socialisme. De telles idées ignorent la réalité et banalisent le problème. Beaucoup plus est en jeu - le néo-libéralisme montre cela tous les jours.

Le néo-libéralisme est une apocalypse, une « révélation ». Il n'y a plus moyen de nier cela plus longtemps. Il est impossible pour le néo-libéralisme de se justifier lui-même par la réalité qu'il créé. Plus personne ne peut plus être berné bob plus en appelant les entreprises des « joueurs » inoffensifs. Les choses sont devenues sérieuses. Il n'y a pas d'ambiguïté. Comme conséquence, les auteurs de la politique néolibérale mentent simplement sur ce qui se passe.

Dans un certain sens, on peut dire que la seule bonne chose au sujet du néo-libéralisme est qu'il révèle la vérité sur « la civilisation occidentale » et « les valeurs européennes ». Cela signifie que les gens ont à présent une chance de tirer les justes conclusions sur ce qui est vraiment nécessaire.

Ce qui est vraiment nécessaire, bien sûr, est rien de moins qu'une civilisation différente. Seulement une économie différente, ou une société ou une culture différente ne suffiront pas. Nous avons besoin d'une civilisation qui est l'exact opposé au néo-libéralisme et le système mondial patriarcal capitaliste dans lequel elle est enracinée. La logique de notre alternative doit en être une qui mine complètement la logique du néo-libéralisme (Werlhof 2007 b).

Le néo-libéralisme a transformé tout ce qui pouvait assurer une bonne vie à tous les êtres sur cette planète, sens dessus, dessous. Beaucoup de gens ont encore de grosses difficultés à comprendre que l'horreur que nous expérimentons est effectivement une réalité - une réalité produite volontairement, maintenue et justifiée par « nos » politiciens. Mais même si l'alternative était à moitié chemin - fini les pillages, l'exploitation, la destruction, la violence, les guerres, la coercition, d'être impitoyable, l'accumulation, l'avidité, la corruption - nous retrouverions encore tous les dommages dont la terre a déjà souffert.

La terre n'est pas le paradis qu'elle était (du moins dans beaucoup d'endroits) il y a 500 ans, 200 ans ou même 100 ans. La dévastation a été incroyable : une grande partie de notre eau potable est en train de disparaître principalement à cause de la fonte des glaciers et des calottes glacières polaires, notre climat a changé dramatiquement provoquant des turbulences et des catastrophes, notre atmosphère n'est plus protégée de radiations ultraviolets (« le problème de la couche d'ozone »), beaucoup d'espèces de notre faune et de notre flore se sont éteintes, beaucoup de cultures et leur connaissance sont détruites, une grande partie des ressources naturelles épuisées. Et tout ceci se passe à ce qui revient seulement à une nanoseconde de l'histoire de la terre.

Nous devons installer une nouvelle économie et une nouvelle technologie, une nouvelle relation avec la nature, une nouvelle relation entre les hommes et les femmes qui sera finalement définie par un respect mutuel, une nouvelle relation entre les générations qui atteint même plus que le « septième » (*??? that reaches even further than to the "seventh"*) et une nouvelle compréhension politique basée sur l'égalitarisme et la reconnaissance de la dignité de chaque individu. Mais même une fois que nous avons réalisé cela, on devra encore toujours établir une « spiritualité » appropriée par rapport à la terre (Werlhof 2007 c). Les religions dominantes ne peuvent pas nous aider ici. Elles ont échoué misérablement.

Nous devons réparer au moins certains des torts et de la violence commis contre la terre. Personne ne sait jusqu'à quel degré, et même si c'est encore possible. Ce qui est certain, cependant, est que si nous voulons avoir la moindre chance de réussir, nous avons besoin pour cela d'une toute nouvelle « cultura » d'une relation « attentionnée » avec la terre basée sur des qualités émotionnelles qui ont été supprimées et détruites au nom de la production de marchandises et « le progrès ». Nous devons retrouver l'aptitude de ressentir, de résister à la douleur, de perdre la peur et d'aimer d'une manière qui semble inconcevable aujourd'hui (Anders 1994, Vaughan 1997). Si cela arrive une nouvelle vie sur et avec notre terre pourrait réellement être possible. De toute façon, c'est la seule terre que nous ayons.

Heureusement, il y a des signes pointant dans la bonne direction. Dans beaucoup de régions du Sud, des mouvements indigènes se sont levés suivant les pas des Zapatistes (Esteva 2001). Spécialement les Indios en Amérique latine sont retournés (ou, en même temps « ont avancé ») à des modes d'agriculture et de subsistance qui ont été pratiqués pendant des millions d'années et ont produit une diversité de richesse concrète. Les Indios ont aussi installé des mini-marchés pour commercialiser les produits dont ils n'ont pas besoin eux-mêmes. En faisant cela, ils assurent à la fois la survie sociale et écologique de leur environnement immédiat (et étendu) (Bennholdt-Thomsen/Mies 1999, Bennholdt-Thomsen/Holzer/Müller 1999). Le mouvement paysan global "Via Campesina" défend les droits des petits paysans dans le monde entier. Il compte des millions de membres aujourd'hui. La « localisation » (Norberg-Hodge 2001) de la politique et de l'économie augmentent partout. De nouvelles communautés, ainsi que de nouveaux « lieux communs » et de nouvelles coopératives sont formés. Des conseils locaux organisent et créent des réseaux régionaux. En Inde, on appelle cela « la démocratie vivante » - une démocratie qui inclut la terre et qu'on peut donc appeler aussi une « démocratie de la terre » (Shiva in Werlhof 2001 b).

Dans le Nord, des milliers de réseaux locaux existent où de « l'argent gratuit » remplace l'argent qui vient avec un intérêt, qui accumule la valeur et sert comme moyen pour la spéculation plutôt que le commerce (Lietaer 1999). Une « économie de solidarité » et une

« économie verte » se répandent globalement contestant « l'économie de profit » qui prévaut (Milani 2000). Dans le Nord comme dans le Sud, des gens expérimentent des « budgets de participation » dans lesquels les habitants de quartiers ou de villes entières décident de la manière d'utiliser l'argent des impôts. Même le concept d'économie de dons dans une société post-capitaliste et post-patriarcale est discutée (Vaughan 2004, 2006). En tout cas, fondamentalement, de nouvelles expériences communales au-delà de l'égoïsme sont recherchées. Des communautés sont créées dans lesquelles des gens se soutiennent les uns, les autres, permettant à chaque individu de penser, de sentir et d'agir différemment.

Aucune alternative n'est jamais venue du « sommet ». Des alternatives naissent où des gens, seuls ou en groupe, décident de prendre l'initiative afin de contrôler leur destinée (Korten 1996). De la base de la société (Mies 2001), un nouveau sentiment de vie, une nouvelle énergie et une nouvelle solidarité se répandent et renforcent chacune et toutes les personnes impliquées. Comme résultat, les gens sont capables de se délivrer eux-mêmes d'une notion « d'individualité » qui les réduit à être « des marchandises douées de sensation » ou même pire, de « machines fonctionnant ».

Les exemples de résistance et les alternatives mentionnées minent véritablement le néolibéralisme et sa mondialisation. Les gens qui y sont engagés trouvent un moyen tout à fait différent de penser. Ils ont perdu la foi dans « le développement » et ont saisi le jeu. Pour eux, le « développement » est devenu un affront ou un objet de ridicule. On s'attend à ce que les politiciens « se perdent » comme on l'a vu récemment en Argentine : "Que se vayan todos!" Il est devenu clair que personne ne veut plus avoir quelque chose à voir avec une politique conventionnelle et des politiciens. Des gens ont réalisé que la politique comme « système » n'est jamais à leur service mais les trahit et les divise. Certaines personnes ont développé presque des réactions allergiques à la politique conventionnelle. Elles ont expérimenté suffisamment longtemps que la domination nie inévitablement la vie.

Il y a bien sûr des alternatives à piller la terre, à faire la guerre et à détruire la planète. Une fois qu'on réalise cela quelque chose d'autre commence déjà à prendre forme. Il est obligatoire de le laisser émerger avant que le boomerang de l'arrogance démesurée nous trouve tous.

Claudia von Werlhof

Article original en anglais :



[Globalization and Neoliberal Policies. Are there Alternatives to Plundering the Earth, Making War and Destroying the Planet?](#), le 8 février 2008, publié de nouveau le 17 avril 2017.

Traduction de l'allemand par Gabriel Kuhn.

Notes

1. In Austrian party politics, the color “black” stands for the conservative Austrian People’s Party, “blue” for the extreme right-wing Freedom Party. (GK)
2. “Red” stands for the Social Democratic Party of Austria, “green” for the Green Alternative. (GK)
3. In 2003, the Austrian government signed a controversial contract to purchase 18 Typhoon Eurofighters from the Eurofighter Jagdflugzeug GmbH. (GK)

Bibliographie

Alt, Franz, 2005, CDU/CSU setzen sich bei Gentechnik durch, in Sonnenseite, 13.11.

Altvater, Elmar, 2005, Das Ende des Kapitalismus, wie wir ihn kennen, Münster, Westfälisches Dampfboot

Altvater, Elmar und Mahnkopf, Birgit, 1996, Grenzen der Globalisierung. Ökonomie, Ökologie und Politik in der Weltgesellschaft, Münster, Westfälisches Dampfboot

Altvater / Chossudovsky / Roy / Serfati, 2003, Globalisierung und Krieg, in Sand im Getriebe 17, Internationaler deutschsprachiger Rundbrief der ATTAC- Bewegung, Sonderausgabe zu den Anti-Kriegs-Demonstrationen am 15.2.

Amin, Samir, 2004, Die neue Agrarfrage. Drei Milliarden Bäuerinnen und ,Bauern sind bedroht, in Widerspruch 47, p. 25-30

Anders, Günther, 1994, Die Antiquiertheit des Menschen, Bd.1: Über die Seele im Zeitalter der zweiten industriellen Revolution, München, Beck

arte – Sender, 2005, US-Firmen patentieren Nutzpflanzen und wollen traditionellen Anbau verbieten, 15.11.

Attac EU-AG Stuttgart und Region (Hg), 2005, EU global – fatal?1 Ergebnisse der Europa-Konferenz, Stuttgart

Bales, Kevin, 2001, Die neue Sklaverei. München, Kunstmann

Barlow, Maude, 2001, The Last Frontier, in The Ecologist, Februar, London

Barlow, Maude und Clarke, Tony, 2003, Blaues Gold. Das globale Geschäft mit dem Wasser, München, Kunstmann

Bennholdt-Thomsen, Veronika, Mies, Maria und Werlhof, Claudia von, 1988, Women, the Last Colony, London/ New Delhi, Zed Books

Bennholdt-Thomsen, Veronika, Holzer, Brigitte und Müller, Christa (Hg), 1999, Das Subsistenzhandbuch. Widerstandskulturen in Europa, Asien und Lateinamerika, Wien, Promedia

Bennholdt-Thomsen, Veronika and Mies, Maria, 1999, The Subsistence Perspective. Beyond the Globalised Economy, London, Zed Books

Bennholdt-Thomsen, Veronika, Mies, Maria and Werlhof, Claudia von (Eds.): There is an Alternative.

Subsistence and Worldwide Resistance to Corporate Globalization, London, Zed Books

Binswanger, Hans Christoph, 1998, Die Glaubensgemeinschaft der Ökonomen; München, Gerling Akademie Verlag

Boulboullé, Carla, 2003, Das MAI vor dem Hintergrund der Maastrichter und Amsterdamer Verträge, in Mies / Werlhof; p. 108-115

Chomsky, Noam, 2003, Hybris. Die endgültige Sicherstellung der globalen -Vormachtstellung der USA, Hamburg-Wien, Europaverlag

Chossudovsky, Michel, 2005, Americas „War on Terrorism“, Ottawa

Chossudovsky, Michel, 2002, Global Brutal. Der entfesselte Welthandel, die Armut, der Krieg, Frankfurt, Zweitausendeins

Chossudovsky, Michel, 2003, War and Globalization. The Truth behind September 11th, Ottawa

Chossudovsky, Michel, 2006, Nuclear War against Iran, in Global Research.ca, Center for Research on Globalization, Ottawa 13.1.

Clarke, Tony, 2003, Der Angriff auf demokratische Rechte und Freiheiten, in Mies/Werlhof, p. 80-94

Creutz, Helmut, 1995, Das Geldsyndrom. Wege zur krisenfreien Marktwirtschaft, Frankfurt, Ullstein

Der Standard, 2005, Tirol: Zittern um Cross- Border- Leasing-Verträge, 5.3.

Diamond, Jared, 2005, Kollaps. Warum Gesellschaften überleben oder untergehen, Frankfurt, Fischer

Dimmel, Nikolaus und Schmee, Josef (Hg), 2005, Politische Kultur in Österreich 2000-2005, Wien, Promedia

Dräger, Klaus, 2005, Bolkesteins Hammer. Projekt Dienstleistungsbinnenmarkt 2010, in Infobrief gegen Konzernherrschaft und neoliberale Politik, 19: Täter EU – Raubzüge in Ost und West, Köln, p. 17-22

Ehrenreich, Barbara, 2001, Arbeit poor. Unterwegs in der Dienstleistungsgesellschaft, München, Kunstmann

Esteva, Gustavo, 2001, Mexico: Creating Your Own Path at the Grassroots, in: Bennholdt-Thomsen/ Faraclas/Werlhof, p. 155-166

Felber, Christian, 2005, WTO-Entscheidung im Gentech- Streit. USA besiegen EU, Kurier, Wien 29.11.

Frank, Andre Gunder, 1969, Die Entwicklung der Unterentwicklung, in ders. u.a.: Kritik des bürgerlichen Antiiperialismus, Berlin, Wagenbach

Frank, Andre Gunder, 2005, Orientierung im Weltsystem. Von der Neuen Welt zum Reich der Mitte, Wien, Promedia

Frauenetz Attac (Hg), 2003, Dienste ohne Grenzen? GATS, Privatisierung und die Folgen für Frauen, Dokumentation des Internationalen Kongresses, 9.-11.5.03 in Köln, Frankfurt

Fröbel, Folker, Heinrichs, Jürgen und Kreye, Otto, 1977, Die neue internationale Arbeitsteilung.

Strukturelle Arbeitslosigkeit in den Industrieländern und die Industrialisierung der Entwicklungsländer, Reinbek, Rowohlt

Galtung, Johan;1993, Eurotopia. Die Zukunft eines Kontinents, Wien, Promedia

Genth, Renate, 2006, Die Bedrohung der Demokratie durch die Ökonomisierung der Politik, feature für den Saarländischen Rundfunk am 4.3.

George, Susan, 2001, im Vortrag, Treffen von Gegnern und Befürwortern der Globalisierung im Rahmen der Tagung des WEF (World Economic Forum), Salzburg

Glöckner, Gottfried, 2005, Der Genmais und das große Rindersterben, in Grössler, p. 25-37

Goldman, Michael, 1998, Privatizing Nature. Political Struggles for the Global Commons, London, Pluto Press

Greenpeace, 2004, Kein Markt für umstrittenen Gentechnik- Mais, in Begegnungszentrum für aktive Gewaltlosigkeit, 113.Rundbrief, Bad Ischl, p. 15

Grössler, Manfred (Hg), 2005, Gefahr Gentechnik. Irrweg und Ausweg. Experten klären auf, Graz; Concord

Gruen, Arno, 1997, Der Verlust des Mitgefühls. Über die Politik der Gleichgültigkeit, München, dtv

guernica, Zeitung für Frieden und Solidarität, Neutralität und EU-Opposition, 2006, Nr.1 (Linz)

Hardt, Michael und Negri, Antonio, 2001, Empire, Cambridge, Harvard Univ. Press

Hendersen, Hazel, 1996, Building a Win-Win World. Life Beyond Global Economic Warfare, San Francisco

Hepburn John, 2005, Die Rückeroberung von Allmenden – von alten und von neuen, übers. Vortrag bei „Other Worlds Conference“; Univ.of Pennsylvania; 28./29.4.; verbreitet von greenhouse@jpberlin, 14.11.

Hofbauer, Hannes, 2003, Osterweiterung. Vom Drang nach Osten zur peripheren EU-Integration, Wien, Promedia

Isla, Ana; 2003, Women and Biodiversity as Capital Accumulation: An Eco-Feminist View, in Socialist Bulletin, Vol. 69, Winter, p. 21-34

Isla, Ana, 2005, The Tragedy of the Enclosures: An Eco-Feminist Perspective on Selling Oxygen and Prostitution in Costa Rica , Man., Brock Univ., Sociology Dpt., St. Catherines, Ontario, Canada

Junge Welt, 2004, Die grüne Kriegsfront. USA verordnen dem von ihrem Militär besetzten Irak den Anbau von genmanipuliertem Getreide. Millionen Kleinbauern droht der Ruin, 29.11.

Karg, Jens, 2005, Trügerische Schönheit, in Global News. Das Umweltmagazin von global 2000, p. 7

Kennedy, Margrit, 1990, Geld ohne Zinsen und Inflation, Steyerberg, Permakultur

Klare, Michael T., 2001, Resource Wars. The New Landscape of Global Conflict, New York, Henry Holt and Company

Korten, David, 1996, When Corporations Rule the World, San Francisco, Berret-Koehler

Krieg, Peter, 1980, Septemberweizen, Film, Freiburg

Lechthaler, Boris, 2005, Friedensvolksbegehren und EU-Verfassung, in Attac EU-AG Stuttgart, p. 30-34

Lietaer, Bernard, 1999, Das Geld der Zukunft. Über die destruktive Wirkung des existierenden Geldsystems und die Entwicklung von Komplementärwährungen, München, Riemann

Lietaer, Bernard, 2006, Jenseits von Gier und Knappheit, Interview mit Sarah van Gelder, <http://www.transaction.net/press/interviews/Lietaer0497.html>

Luxemburg, Rosa, 1970, Die Akkumulation des Kapitals, Frankfurt

Mies, Maria, 1986, Patriarchy and Accumulation on a World Scale. Women in the International Division of Labour, London, Zed Books

Mies, Maria; 2001, Globalisierung von unten. Der Kampf gegen die Herrschaft der Konzerne, Hamburg, Rotbuch

Mies, Maria, 2005, Krieg ohne Grenzen. Die neue Kolonisierung der Welt, Köln, PapyRossa

Mies, Maria und Werlhof, Claudia von (Hg), 2003 (1998); Lizenz zum Plündern. Das Multilaterale Abkommen über Investitionen „MAI“. Globalisierung der Konzernherrschaft – und was wir dagegen tun können, Hamburg, EVA

Milani, Brian, 2000, Designing the Green Economy. The Postindustrial Alternative to Corporate Globalization, Lanham, Rowman & Littlefield

Norberg-Hodge, Helena, 2001, Local Lifeline: Rejecting Globalization – Embracing Localization, in: Bennholdt-Thomsen/ Faraclas/Werlhof, p. 178-188

Oberansmayr, Gerald; 2004, Auf dem Weg zur Supermacht. Die Militarisierung der europäischen Union, Wien, Promedia

Oberhöller, Verena, 2006, Wasserlos in Tirol. Gemein – öffentlich –privatisiert?, Frankfurt – New York, Peter Lang Verlag

Perkins, John, 2004, Confessions of an Economic Hit Man, San Francisco, Berret-Koehler

Petras, James, 2006, Israel´s War Deadline: Iran in the Crosshairs, in Global Research. Ca, Center for Research on Globalization, Ottawa, 13.1.

Progress, 2002-2004, Zeitschrift der Österreichischen Hochschülerschaft, Wien

Raggam, August 2004, Klimawandel. Biomasse als Chance gegen Klimakollaps und globale Erwärmung, Graz, Gerhard Erker

Reiter, Gerhard, 2005, GEN OZID, Flugblatt der bioBauern Schärading, ProLeben Oberösterreich, November

Richter, Wolfgang, Schmähling, Elmar und Spoo, Eckart (Hg), 2000, Die Wahrheit über den NATO-Krieg gegen Jugoslawien, Schkeuditz, Schkeuditzer Buchverlag

Richter, Wolfgang, Schmähling, Elmar und Spoo, Eckart(Hg), 2000, Die deutsche Verantwortung für den

NATO-Krieg gegen Jugoslawien, Schkeuditz, Schkeuditzer Buchverlag

Rodriguez, Sergio, interviewt von Miguel Romero, 2005, The Zapatista Approach to Politics, in Viento Sur, Nr. 83, online: http://auto_sol.tao.ca/node/view/1649

Ruault, Franco, 2006, „Neuschöpfer des deutschen Volkes“: Julius Streicher im Kampf gegen „Rassenschande“; Frankfurt- New York, Peter Lang Verlag

Rügemer, Werner, 2004, Cross Border Leasing. Ein Lehrstück zur globalen Enteignung der Städte, Münster, Westfälisches Dampfboot

Salmutter, Hans (Hg); 1998, Wie viel Globalisierung verträgt unser Land? Zwänge und Alternativen, Wien, ÖGB Verlag

Salzburger, Andrea, 2006, Zurück in die Zukunft des Kapitalismus. Kommerz und Verelendung in Polen, Frankfurt- New York, Peter Lang Verlag

Sarkar, Sharal, 2001, Sustainable Development: Rescue Operation for a Dying Illusion, in: Bennholdt-Thomsen/Faraclas/Werlhof, p. 41-54

Sassen Saskia, 2000, Machtbeben. Wohin führt die Globalisierung?, Stuttgart-München, DVA

Sauper, Hubert, 2005, Darwin´s Nightmare, Film

Sennett, Richard, zit. In Einladung zu den Wiener Vorlesungen, 21.11.2005: Alternativen zur neoliberalen Globalisierung

Shiva, Vandana, 1995, Trading our Lives Away. An Ecological and Gender Analysis of “Free Trade” and the WTO, New Delhi, Research Foundation for Science, -technology and Natural Resource Policy

Shiva, Vandana, 2003, Der Kampf um das blaue Gold. Ursachen und Folgen der Wasserverknappung, Zürich, Rotpunktverlag

Shiva, Vandana, 2004, Geraubte Ernte. Biodiversität und Ernährungspolitik, Zürich, Rotpunktverlag

Shiva, Vandana, 2005, From Doha to Hong Kong via Cancún. Will WTO Shrink or Sink? webmail2.uibk.ac.at/horde/imp/message.php?index=22627

Sozialministerium, 2005, Armutsbericht, Wien

Südwind,2003, Nicaragua: Ausverkauf auf Kosten der Menschen, Flugblatt, 12.11.

Thaler, Barbara, 2004, Biopiraterie und indigener Widerstand, Frankfurt, New York., Peter Lang Verlag

Topitas (Hg) 1994, „Ya basta!“ Der Aufstand der Zapatistas, Hamburg, Libertäre Assoziation

Vaughan, Genevieve; 1997, For- Giving. A Feminist Criticism of Exchange, Austin, Anomaly Press

Vaughan, Genevieve (Hg), 2004,The Gift, Il Donno, Athanor; Anno XV, nuova serie, n.8

Vaughan, Genevieve (Hg), 2006, A Radically Different World View is Possible. The Gift Economy Inside and Outside Patriarchal Capitalism, Inanna Press (Frühjahr)

Verhaag, 2004, *Leben außer Kontrolle*, München, Denkmalfilm

Wallerstein, Immanuel, 1979, *Aufstieg und künftiger Niedergang des kapitalistischen Weltsystems*, in Senghaas, Dieter: *Kapitalistische Weltökonomie. Kontroversen über ihren Ursprung und ihre Entwicklungsdynamik*, Frankfurt, Suhrkamp

Wallerstein, Immanuel (Hg), 2004, *The Modern World-System in the Longue Durée*, Boulder/ London; Paradigm Publishers

Werkstatt *Frieden und Solidarität*, 2005, *Brief zum Vereinsjahr 2004-2005*, Linz

Werlhof, Claudia von, 1991, *Was haben die Hühner mit dem Dollar zu tun? Frauen und Ökonomie*; München, *Frauenoffensive*

Werlhof, Claudia von, 1997, *Schöpfung aus Zerstörung? Die Gentechnik als moderne Alchemie und ihre ethisch-religiöse Rechtfertigung*, in Baier, Wilhelm (Hg), *Genetik.Einführung und Kontroverse*, Graz, p. 79-115

Werlhof, Claudia von, 2001 a, *Loosing Faith in Progress: Capitalist Patriarchy as an 'Alchemical System'*, in: Bennholdt-Thomsen et.al.(Eds.): *There is an Alternative*, p. 15-40

Werlhof, Claudia von, 2001 b, *Globale Kriegswirtschaft oder Earth Democracy?*, in *Grüne Bildungswerkstatt* (Hg.) *Die Gewalt des Zusammenhangs. Neoliberalismus - Militarismus - Rechtsextremismus*, Wien, Promedia, p. 125-142

Werlhof, Claudia von, 2003 a, *MAInopoly: Aus Spiel wird Ernst*, in Mies/Werlhof, p. 148-192

Werlhof, Claudia von, 2003 b, *GATS und Bildung*, in *Frauennetzwerk*, p. 42-45

Werlhof, Claudia von, 2004, *Frauen und Ökonomie. Reden, Vorträge ...2002-2004, Themen GATS, Globalisierung.., Mechernich, Gerda-Weiler-Stiftung*

Werlhof, Claudia von, 2005 a, *„Speed kills!“*, in Dimmel/Schmee, 2005, p. 284-292

Werlhof, Claudia von 2005 b, *Vom Wirtschaftskrieg zur Kriegswirtschaft. Die Waffen der „Neuen-Welt-Ordnung“*, in Mies 2005, p. 40-48

Werlhof, Claudia von, 2005 c, *Wider die Vernichtung unserer Existenzgrundlagen*, in Dietl, Claudia und Krondorfer, Birge (Hg), *Widerstand - quo vadis?*; Wien; AUFedition, p. 48-52

Werlhof, Claudia von, 2006, *The Utopia of a Motherless World. Patriarchy as "War-System"*, in Göttner-Abendroth, Hieide (Hg.): *Societies of Peace. Contributions to the 2nd World Congress of Matriarchal Studies*, Toronto, Inanna (planned for 2008)

Werlhof, Claudia von, 2007a, *Questions to Ramona*, in: Corinne Kumar (Ed.): *Asking, we walk. The south as new political imaginary*, Vol. 2, Bangalore, Streelekha, p.2149-268

Werlhof, Claudia von, 2007b, *Capitalist Patriarchy and the Negation of Matriarchy: The Struggle for a "Deep" Alternative*, in: Genevieve Vaughan (Ed.): *Women and the Gift Economy, a radically different world view is possible*, Toronto, Inanna, p. 139-153

Werlhof, Claudia von, 2007c, *The Interconnectedness of All Being: A New Spirituality for a New Civilization*, in: Corinne Kumar (Ed.): *Asking, we walk. The south as new political imaginary*, Vol.2,

Bangalore, Streelekha, p. 379-386

Widerspruch, Beiträge zu sozialistischer Politik, 47/ 2004, Agrobusiness – Hunger und Recht auf Nahrung, Zürich

Widerspruch, .Beiträge zu sozialistischer Politik, 48/ 2005, Europa Sozial, Zürich

Ziegler, Jean, 2004, Das tägliche Massaker des Hungers, in Widerspruch 47, p. 19-24

Article original en anglais :

<http://www.globalresearch.ca/the-consequences-of-globalization-and-neoliberal-policies-what-are-the-alternatives/7973>

Claudia von-Werlhof est professeure à l'université d'Innsbruck, Autriche.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Prof. Claudia von Werlhof](#), Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : **[Prof. Claudia von Werlhof](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca